

REGARDS CROISES

REVUE TRIMESTRIELLE

N° 31



POLE INSTITUTE



République Démocratique du Congo : Aux urnes, Citoyens !

Goma, Novembre 2011

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIETE dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

REGARDS CROISÉS

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Aloys Tegera
Rédacteur en chef : Onesphore Sematumba

Comité de rédaction : Aloys Tegera
Jean-Pierre Kabirigi
Léopold Rutinirwa
Onesphore Sematumba

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 99 86 77 192 / (00243) 99 72 52 216 / (00250) 788 51 35 31
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@free.fr

© Pole Institute, 2011.

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

**République Démocratique du Congo :
Aux urnes, Citoyens !**

TABLE DES MATIERES

Préface (<i>Onesphore Sematumba</i>)	5
Première Partie : En attendant les élections	9
RDC : contexte préélectoral 2011 (<i>Aloys Tegera</i>).....	10
Elections et travail de paix : une équation difficile (<i>Christiane Kayser</i>)	15
Réussir les élections Pour une éducation fondamentale à la démocratie et à l'engagement politique en RDC (<i>Kä Mana</i>).....	20
Elections 2011- 2013 en RDC : contexte et défis (<i>Onesphore Sematumba</i>).....	32
Deuxième Partie : De l'ethnie ou du parti politique : Où se joue le pouvoir politique en RDC ?	43
Pouvoir politique et pesanteurs tribales en RDC (<i>Kä Mana</i>)	44
Les villes et la naissance des ethnies (<i>Aloys Tegera</i>)	50
Instrumentalisation politicienne des ethnies en R.D. du Congo et ses pesanteurs (<i>Prof. Nzabandora Joseph</i>).....	55
Ethnie, véritable instance de pouvoir en Afrique à la place du parti politique : le cas du Burundi (<i>Christophe Sebudandi</i>).....	62

Préface

Pour la deuxième fois en cinq ans, les Congolaises et les Congolais sont appelés aux urnes, pour renouveler leurs institutions politiques. En cette fin d'année 2011, toutes les attentions sont focalisées sur un processus électoral qui, contre vents et marées, s'est mis en route depuis que la Commission nationale électorale indépendante (CENI) a pris le relais de la Commission électorale indépendante (CEI) qui avait piloté le processus ayant organisé les scrutins de 2006.

Cette fois encore, le processus électoral congolais flirte avec la démesure, au point que jusqu'à quelques jours de la tenue de l'élection présidentielle couplée avec les législatives nationales, une certaine opinion se demandait encore s'il ne valait pas mieux reporter les échéances pour une préparation idoine. Près de 19 000 Congolaises et Congolais sont ainsi candidats à la députation nationale pour 500 postes à pourvoir, avec un engouement extraordinaire dans la ville de Kinshasa où l'électeur aura le privilège de voter à l'aide du plus volumineux bulletin de l'Histoire, soit un syllabus de 56 pages sur format A3 !

Pole Institute a suivi avec intérêt ce processus et a produit des analyses que nous vous proposons dans ce numéro de Regards Croisés.

La première partie regroupe des articles publiés par nos collègues en préparation de notre Assemblée générale de septembre 2011. A la veille de la tenue de ces élections, ces analyses demeurent pertinentes et pourraient inspirer nos lecteurs pendant la suite des événements qui courent jusqu'en 2013, Inch'Allah !

Dans « *RDC : contexte préélectoral 2011* », Aloys Tegera donne sa lecture des scénarii post-électorales possibles, et constate que la ruée vers le Palais de la Nation de Kinshasa n'a pas d'autre motivation que la politique du ventre des Congolais : c'est pour accéder au pouvoir d'un « Etat se présentant comme cette mangeoire où les appétits de toutes sortes peuvent enfin être assouvis et ses différentes attributions cannibalisées » !

Christiane Kayser, dans « *Elections et travail de paix : une équation difficile...* », démythifie les élections qui, en Afrique, sont organisées par des régimes forcés par les puissances occidentales à « montrer des velléités démocratiques hélas très rarement portées par des mouvements populaires réclamant le changement ».

Quant à Kä Mana, dans « *Réussir les élections ; pour une éducation fondamentale à la démocratie et à l'engagement politique en RDC* », il décortique les tendances qui se dégagent des discours sur les élections en RDC, tendances qui vont de l'idyllisme de ceux qui espèrent que « ceux qui paient , en espèces sonnantes et trébuchantes, pour que les élections aient lieu chez nous pourront s'investir dans l'organisation des conditions favorables à la réussite d'un processus électoral qu'il sont eux-mêmes désiré » au pessimisme de ceux qui « affirment que les dés sont pipés et qu'une gigantesque farce va se déployer dont les résultats seront contestés dans un processus postélectoral calamiteux, selon un scénario bien connu sous les tropiques. » Entre les deux, se glisse le discours volontariste du régime en place, « qui se dit prêt à tout faire pour que tout se passe le mieux possible. ». Le philosophe Kä Mana nous donne surtout la condition essentielle pour réussir les élections :

« Pour réussir les élections au Congo, on comprend qu'il ne suffira pas seulement de veiller aux mécanismes politico-politiciens sous la supervision d'une commission électorale indépendante ou de donner à notre multitude de partis politiques l'opportunité d'entrer dans l'arène de nos scrutins présidentiel, législatif ou local en une bataille sauvage et un combat sans merci. Il faut plus. Beaucoup plus : changer notre vision des élections et bâtir une démocratie communautaire dont la respiration de fond et le souffle de vie soient la mobilisation du génie créateur des populations congolaises dans un projet fondamental de faire de notre pays le modèle d'une nouvelle politique de l'humain. »

Onesphore Sematumba, dans « *Elections 2011-2013 : contexte et défis* », estime que « L'impression générale est donc que « les élections, ça ne sert à rien », même pas à faire naître un embryon de démocratie. Celle-ci ne peut pousser que sur un terreau où les populations sont dotées d'une culture politique suffisante pour

qu'elles osent interpeller leurs élus qui leur doivent leur légitimité et leur sont donc redevables et comptables. »

La seconde partie reprend les présentations des experts lors de la journée culturelle que Pole Institute a organisée le 8 octobre 2011 autour du thème « *De l'ethnie ou du parti politique : où se joue le pouvoir politique en RDC ?* » à l'occasion de la clôture de son Assemblée Générale.

Dans « *Pouvoir politique et pesanteurs tribales en RDC : les contradictions fondamentales* », Kä Mana déplore le fait que « nos tribus, au lieu d'être des lieux d'ouverture politique pour la construction d'une grande identité-monde à l'échelle du Congo tout entier et dans l'horizon de l'Afrique et de la planète dans toutes ses dynamiques compétitives, se ratatinent sur elles-mêmes. Elles s'enferment dans de petits intérêts qui créent des violences destructrices. Elles pondent de petites politiques animées par des politiciens de petite carrure. Et elles ne se rendent même pas compte qu'elles se détruisent en détruisant le pays. Rien qu'à voir la manière dont les milices tribalisées et les armées ethnicisées ont fait du Congo un pays de misère et de désespérance chaotique en cinquante ans d'indépendance, on ne peut pas ne pas comprendre que nos terroirs congolais, avec leurs identités meurtrières, ne conduisent nulle part. » Et le professeur de marteler : « lutter contre une vision ethniciste de la politique et contre toutes les pesanteurs de divisions meurtrières est plus qu'un devoir de responsabilité. C'est l'exigence même du salut pour la RDC. »

Dans « *Les villes et la naissance des ethnies* », Aloys Tegera, historien et anthropologue, écrit, pour sa part, que « la ville a été pour nombre de Congolais et d'Africains le lieu par excellence où les ethnies réelles ou imaginées ont été créées et entretenues. » Avant de conclure que « Certes l'ethnie est incontournable et l'urbanisation une réalité qui nous façonne ; cependant, il nous revient d'inventer ensemble un devenir commun. L'insistance sur les élections démocratiques censées produire les institutions publiques et un Etat de droit est une intention louable mais qui ignore royalement que les hommes et les femmes encore enfermés dans leurs cavernes ethniques sont incapables de penser l'Etat. Il n'y a pas de démocratie

possible sans une culture démocratique et sans une culture politique sevrées de nos replis ethniques pour rassembler autour des valeurs communes partagées. »

Un autre historien, le professeur Joseph Nzabandora, dans « *Instrumentalisation politicienne des ethnies en RDC et ses pesanteurs* », analyse entre autres les relations entre les politiciens, les mutuelles tribales et les intellectuels universitaires, ces derniers étant utilisés – ou manipulés ?- par les deux premiers dont ils espèrent se servir pour leur propre ascension sociale.

Enfin, Christophe Sebudandi du Burundi dans « *Ethnie, véritable instance de pouvoir en Afrique à la place du parti politique : le cas du Burundi* », analyse les liens entre l'ethnie et le politique dans son pays où « les intentions de vote favorables le sont largement en faveur d'un candidat sans que les électeurs ne connaissent les programmes proposés en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie. La conséquence est alors, dit-il, qu'on se retrouve dans le modèle holiste où l'électeur vote presque automatiquement en fonction de son appartenance ethnique. »

Je ne saurais terminer cette préface sur les élections sans vous annoncer qu'à l'occasion de cette Assemblée Générale, qu'on appelle « Chemchem » dans la maison Pole, notre organisation a renouvelé son équipe dirigeante après que la précédente a terminé son mandat (deux ans, renouvelables une seule fois). Ainsi, le professeur Godefroid Kä Mana et l'Ingénieur Emmanuel Ndimubanzi Ngoroba ont été élus respectivement Président et Vice-Président de Pole Institute, en remplacement du Docteur Jean-Mikolo Sofia et de M. Primo Pascal Rudahigwa.

A toutes et à tous, bonne lecture. Et bonnes élections.

Onesphore Sematumba

Novembre 2011.

Première Partie :

En attendant les élections

RDC : contexte préélectoral 2011.

Par Aloys Tegera
Directeur de la Recherche
Pole Institute

L'aveu d'un candidat que nous nommons X pour ne pas gêner ses chances est poignant. A la question de savoir pourquoi il va se présenter à la députation nationale, il répond : « Si je peux décrocher un boulot où je peux gagner \$500 je laisse tomber. Car je pourrais facilement donner \$200 à ma femme pour assurer le fonctionnement de notre débit de boisson, et j e pourrais me débrouiller avec le reste. Et comme je n'ai pas d'argent pour faire la campagne électorale, je vais faire une convention avec mes électeurs qui percevront une partie de mon salaire de député s'ils arrivent à me faire passer ».

Monsieur X n'est pas isolé dans son raisonnement. Ils sont 19.000 à vouloir emprunter le boulevard de la politique congolaise menant à Kinshasa fin novembre 2011. Et les motivations sont identiques : je suis au chômage et la politique offre une opportunité d'embauche pour s'enrichir vite, à mon âge c'est ma chance sinon qu'est ce que je vais laisser à mes enfants, je viens d'apprendre beaucoup durant mon mandat de 2006 et, avec mon expérience, le peuple a intérêt à ne pas voter un novice qui doit tout apprendre, la majorité présidentielle a d'énormes moyens pour faire la campagne et j'espère empocher une partie pour moi-même en me présentant sur une des listes de ses partis satellites, etc.

Une telle attitude de la part de nos potentiels élus nationaux remet en question non seulement la relation contractuelle entre un élu et son peuple selon laquelle le peuple délègue son pouvoir à un élu qui le représente à l'Assemblée nationale et vote à son nom, mais passe à côté de la notion de l'Etat conçu comme une entreprise des services publics. Nous sommes encore loin de cet idéal.

Ceci dit, les espoirs et les illusions suscités par les élections de 2006 ont cédé la place au réalisme politique congolais, celui de la politique

du ventre. L'Etat se présentant comme cette mangeoire où les appétits de toutes sortes peuvent enfin être assouvis et ses différentes attributions cannibalisées. Les députés nationaux issus des urnes de 2006 ont passé leur premier moment d'exercice du pouvoir à voter le plafond de leurs salaires et ils n'avaient sans doute pas anticipé qu'ils venaient par ce fait même de creuser leur propre tombe. Les candidatures 2011 n'obéissent plus tellement aux tractations secrètes des mutuelles tribales comme naguère en 2006 (bien qu'elles ne soient pas exclues totalement), mais bien aux volontés des individus de briguer un poste bien rémunéré. Nous sommes en présence d'une culture politique qui n'a ni idéologies en compétition ni vision et dont la seule ambition c'est l'accès à l'argent. Les promesses démagogiques de continuer les chantiers en construction (Kabila), de transformer le Congo en un Brésil à la Lula (Kamerhe), de doter enfin le Congo d'un Etat de droit et d'une armée républicaine (Tshisekedi), de mettre ses compétences au service de la nation (Kengo), de corriger enfin l'erreur faite de confier le pouvoir à un pouvoir incompetent (Mbusa), ne convainquent personne. Ce qui se dessine plutôt à l'horizon, c'est la volonté du président sortant de conserver son pouvoir par tous les moyens, et peut-être, mais tout n'est pas joué encore, l'incapacité de l'opposition de se mettre ensemble pour mieux accéder à la mangeoire.

Plusieurs analystes donnent Joseph Kabila favori à la course présidentielle 2011 à cause notamment de ses moyens financiers, d'une machine politique et militaire mieux représentées dans l'ensemble du pays, et surtout de la carte de stabilité régionale qu'il a su bien jouer en se rapprochant de ses voisins de l'est, notamment le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. Ces atouts font de Kabila un candidat de l'unité capable de maintenir le Congo dans son état actuel. Une observation partagée par bon nombre de chancelleries occidentales à Kinshasa même si d'aucuns savent que l'espérance de vie de la majeure partie de la population est de 24 heures renouvelables.

En effet, ces avantages de Kabila ne le rendent pas nécessairement populaire. A l'est du pays, bon nombre de populations lui reprochent son rapprochement avec le Rwanda et se sentent trahies par lui.

L'engouement des populations de l'est du pays qui avaient voté pour lui à 90% en 2006 semble s'être estompé et il serait difficile à deux mois des élections d'envisager comment récupérer cet électorat. C'est dans ce contexte que deux scénarii sont possibles.

L'opposition part en ordre dispersé aux élections présidentielles et Kabila parvient à grignoter un pourcentage, petit soit-il et peu importe les moyens utilisés, mais qui le sort gagnant du scrutin. Dans ce cas de figure, il devra compter avec une population kinoise pour laquelle « le Congo c'est Kinshasa et Kinshasa c'est le Congo » et qui ne supportera sans doute pas un Kabila qui n'aura pas été élu par la majorité de Kinois. Il pourrait alors recourir à sa Garde Républicaine ou aux unités armées qui lui sont encore fidèles et il est difficile d'anticiper à ce stade la réaction des Kinois, témoins du printemps arabe, mais de toute évidence Kabila aurait du mal à se maintenir dans la capitale.

L'autre possibilité serait qu'en dernière minute, l'opposition se mette d'accord pour une candidature unique et certaines rumeurs font état d'un deal dans ce sens que l'opposition espère sortir de sa manche au moment opportun. Un tel scénario aura l'avantage de mobiliser beaucoup d'électeurs qui souhaitent une alternance et de toute façon ceci constituerait la fin du règne Kabila qui a anticipé un tel scénario en taillant la Constitution sur mesure en janvier 2011. Dans un tel contexte, il ne servira à rien pour lui de se présenter aux élections qu'il saura perdues d'avance et son instinct de conservation du pouvoir serait de reporter les élections sine die ou de provoquer une insécurité généralisée qui justifierait un état d'urgence. Et même dans ce cas de figure, il ne pourrait pas se maintenir à Kinshasa. Son éventuel départ en catastrophe ouvrirait la porte constitutionnelle au président du Sénat, Kengo, mais aussi aux vellétés sécessionnistes d'un président de l'Assemblée provinciale du Katanga, Kyungu, qui s'est déjà prononcé dans ce sens si Kabila n'est pas réélu Président et aux incertitudes de ce que deviendraient le Kivu et la Province Orientale.

Aucun de ces deux scénarii n'augure une bonne nouvelle pour les échéances électorales 2011 et l'incertitude plane dans les esprits des Congolais. D'autant plus que sur le front économique, la croissance

annoncée de 6% n'est pas vraiment palpable. Le marché des minerais qui constituait la colonne vertébrale de l'économie de l'est du pays est quasiment paralysé depuis que les consommateurs finaux comme Appel et Motorola ont été effrayés par la loi Dodd Franck de juillet 2010 qui les oblige à prouver que les minerais achetés au Congo ne sont pas des minerais de sang qui financent les groupes armés. Plusieurs initiatives pour rendre propre ce secteur minier à l'est du pays notamment, l'étiquetage et la certification de l'origine des minerais, dépendent de la reprise des activités minières. Quelques comptoirs chinois et indiens qui misent sur le marché interne de ces deux pays démographiquement géants achètent toujours le peu de minerais produits mais sont loin d'insuffler une reprise réelle. Dans l'entre - temps, les activités économiques qui s'étaient tissées autour de ce secteur minier tournent au ralenti et certaines ont complètement fermé.

Dans le secteur de pétrole, le contentieux opposant Angolais et Congolais n'est pas toujours réglé sur l'exploitation du pétrole off shore de la côte atlantique. Quant aux différents contrats signés pour l'exploration du pétrole dans le Graben albertin, aucune des compagnies signataires n'a commencé le travail et surtout la compagnie SOCO ayant le parc national des Virunga dans ses carrés d'exploration. Ce parc national fondé en 1925 fait partie du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1979 et sa violation devrait interpeller d'abord les Congolais.

Les dernières élections dans les pays voisins au Rwanda, au Burundi, et en Ouganda dans un contexte politique soit de musellement de l'opposition soit de son exclusion ont débouché sur l'émergence des rivalités internes et externes et surtout sur la psychose de formation des groupes armés capables de replonger la sous-region dans l'insécurité généralisée. Dans cette nébuleuse sécuritaire incertaine, la RD Congo semble être le noyau faible de la chaîne où ces groupes armés pourraient s'organiser et se ressourcer. La valse diplomatique des pays membres de la CEPGL sur la gestion commune de la sécurité sous-régionale correspond à ces préoccupations.

Le processus électoral en RDC est donc à surveiller comme du lait sur le feu pour qu'il aboutisse, comme tout le monde le souhaite, à des résultats qui seront acceptés par tous les acteurs qui doivent se départir de la logique guerrière des scrutins. Les candidats, les partis politiques ainsi que les populations ont chacun un rôle à jouer pour qu'on assiste, à la fin, à un scénario idéal, où des urnes sortent des dirigeants qui tiennent à bras le corps les problèmes des Congolaises et des Congolais, qui méritent un destin autre que celui qui est le leur, du fait de l'incurie de ceux qui se sont succédé au pouvoir depuis l'indépendance en 1960.

Goma, août 2011

Elections et travail de paix : une équation difficile....¹

Par Christiane Kayser,
Pole Institute et noyau d'accompagnement SCP, EED

Des élections libres et transparentes sont souvent considérées comme la voie royale vers la démocratie, un garant de la démocratisation, le critère essentiel pour distinguer les « bons » des « mauvais » régimes.

Dans le discours de La Baule en juin 1990 François Mitterrand fit comprendre aux chefs d'Etat africains réunis sous l'égide de la France que désormais - après la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide - il faudrait se mettre « à la démocratie » afin de bénéficier des bonnes relations avec la France et ses alliés. Même au-delà du « pré carré », en Afrique francophone et anglophone les événements en Europe se firent sentir : les régimes africains se mirent à montrer des « vellétés démocratiques » hélas très rarement portées par des mouvements populaires réclamant le changement. Le Mali est une des exceptions remarquables : un mouvement né de la société civile balaya la dictature et réorganisa le pays. En général cependant et en dépit des nombreuses conférences nationales, les dictateurs au pouvoir se mirent à peindre des façades démocratiques nickel, surtout en organisant des élections plus ou moins transparentes et libres comme exercice de style.

Les cultures citoyennes existant dans les différents pays étaient et sont encore enracinées surtout dans le traditionnel et l'informel où il existe de nombreuses formes de redevabilité et de sens civique² sans aucun lien avec l'Etat moderne imposé par les colonisateurs. Jusqu'à

¹Publié initialement dans : Travail de Paix en période d'élections, Construire la Paix No 6, 2011, www.peaceworkafrica.net

² Voir entre autres: Tangwa Sa'a Elvis, Chefferies traditionnelles africaines: quel rôle 125 ans après la Conférence de Berlin? , page 73 à 90, dans Cahiers du Mapinduzi 2, Bafoussam/Berlin, décembre 2010

ce jour, dans l'expérience de la plupart des gens en Afrique, l'Etat ne se manifeste qu'en réclamant des taxes, réprimant, vivant de corruption, dirigeant et contrôlant de loin et dans certains cas comme en RDC même en pillant et en insécurisant à travers une soi-disant armée non payée. Très rarement l'Etat est vécu comme une institution qui rend service, régule, préserve la paix et la stabilité. Ceci explique que le citoyen dans de nombreux pays d'Afrique se pense comme appartenant à une nation plutôt abstraite qui se manifeste surtout dans le sport et la musique³, mais avant tout il se sent redevable à une communauté, un clan, une région, des traditions ou des regroupements informels, pratiquement jamais à un Etat.⁴ Or les populations ressentent bien le besoin d'une force régulatrice et de consensus communautaires. Comme disaient les paysans burkinabé lors des efforts de décentralisation dans les années 1990 : « *Etat, prends-moi, mais ne me touche pas !* » Pour eux le « politique » devrait rester dans la capitale car il allait créer des déséquilibres et des conflits dans les communautés rurales parvenues à un fragile équilibre de forces sur base de négociations et d'efforts diplomatiques « à l'ancienne »⁵. En même temps ils étaient et sont tout à fait conscients du besoin d'une force régulatrice légitimée par tous ou du moins par une majorité de gens.

La façon la plus simple et évidente pour y arriver nous semble, à nous Occidentaux, l'organisation d'élections dignes de ce nom. Or ce qui, chez nous, a évolué sur base de mouvements et de revendications populaires et reste cependant toujours imparfait, suscitant hélas de moins en moins d'intérêt chez les jeunes, trouve un ancrage encore bien plus difficile dans des pays où, pour la plupart des gens, l'appareil d'Etat n'a aucune légitimité, où la classe politique consiste essentiellement en des personnes représentant leurs propres intérêts ou ceux de leur clan sans aucune redevabilité au-delà.

³ ... d'ailleurs souvent utilisé comme anesthésiant par les tenants du pouvoir

⁴ Voir par exemple: Mahmood Mamdani, Citoyen et sujet. L'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif (Collection: Histoires du Sud)SEPHIS-Karthala, Paris, 2004

⁵ Voir Raogo Antoine Sawadogo, L'Etat africain face à la décentralisation: la chaussure sur la tête, Karthala, Paris, 2001

Il n'est donc guère surprenant que les campagnes électorales et les élections ne soient pas vécues comme une opportunité de participation à la vie politique et au changement, mais surtout comme un moment difficile fait de tensions et de conflits parfois violents. Beaucoup d'Africains redoutent le moment des campagnes électorales et des élections ; ils poussent un soupir de soulagement quand cela se passe sans trop de casse. On est très loin d'une participation active des populations dans la vie politique. Ou bien les gens restent à l'écart ou bien - s'ils jouent un rôle - c'est celui de claqué, de masses manipulées les unes contre les autres, instrumentalisées dans leur extrême pauvreté avec des pagnes et de la bière par tel ou tel candidat, divisées suivant les appartenances régionales ou ethniques. Les exemples récents de la Côte d'Ivoire et de la Guinée (Conakry) n'illustrent que trop bien les périls liés aux processus électoraux.

Comme dit le chercheur camerounais Achille Mbembe dans une interview récente: « Les élections sont devenues chez nous l'instrument de la division. »⁶ S'il s'agit dans certains cas de « démilitariser le politique » (Mbembe), il y a également lieu d'inventer des formes nouvelles de participation populaire à la gestion de la cité (et du village). La résignation, l'apathie, l'indifférence, voire le désespoir des populations en ville et dans les campagnes sont très compréhensibles mais extrêmement dangereuses pour l'avenir des sociétés africaines.

Sans l'implication notamment des jeunes et des femmes dans le politique comme acteurs – et non comme masse manipulée et divisée – les pays africains ne pourront avancer ni dans ce qui est communément appelé développement, ni dans la démocratisation. Or les élections ne sont qu'un des maillons dans la chaîne de la gouvernance. Pour les organisations et individus travaillant pour la stabilité et la paix dans leur pays et leur région, cette situation est un des plus grands défis. En 2010 il y a eu des élections au Burundi et au Rwanda. En 2011 il y a notamment des élections en RDC, au Liberia, au Cameroun. En 2012 c'est le tour de la Sierra Leone. Tous nos

⁶ «En Côte d'Ivoire, c'est une démocratie sans éthique qui se construit»,
www.slateafrique.com/2767/achille-mbembe-cote-d-ivoire-democratie-sans-ethique

partenaires et professionnels dans ces pays sont directement concernés dans leur travail quotidien.

Comment rester crédibles et se positionner comme acteurs au service des populations ? Comment réagir aux situations de tension et de violence qui risquent de se produire ? Comment contribuer à la « politisation » de la société civile sans faire le jeu des « détenteurs et accapareurs de pouvoir » ? Comment se protéger contre les pressions de politiciens et de puissants qui souvent requièrent avec ruse ou force le soutien des ONG et des Eglises ? Comment intéresser les jeunes et les femmes à une vie politique qu'ils ne connaissent que comme victimes de la corruption, de la répression et de la violence ? Que pouvons-nous apprendre du « printemps arabe », des mouvements populaires en Afrique du Nord, des nouvelles formes de mobilisation qui, dans certains cas, ont balayé des dictateurs mais peinent maintenant à traduire leur sursaut en système politique ?⁷

Il n'y a pas de recette miracle, mais les différents partenaires du Service Civil pour la Paix en RDC, au Burundi, en Sierra Leone et au Cameroun essayent de trouver des pistes. L'analyse participative de la situation, des opportunités à saisir et des pièges à éviter est toujours une base essentielle pour ce travail. Les principes dégagés par les partenaires de la RDC et du Burundi à Goma en avril 2011⁸ fournissent également un point de départ.

Le travail de paix et la participation à la gouvernance ne commencent ni ne s'arrêtent avec les élections. Or les modes traditionnels et informels de légitimité et de redevabilité ne tournent pas autour d'élections. Il s'agit de contrats souvent oraux, mais d'autant plus contraignants, entre gouvernés et gouvernants. Cela se joue surtout au niveau local et il y a des aspects négatifs et nuisibles, mais également des éléments à valoriser et à intégrer dans la gouvernance « étatique ». Or ces réglementations traditionnelles et informelles sont souvent en perte de vitesse et parfois détournées dans notre monde globalisé sans pour autant être remplacées par

⁷ Voir par exemple: Tahar Ben Jelloun, L'étincelle, Révoltes dans les pays arabes, Gallimard, Paris 2011

⁸ Voir Construire la Paix 6: Travail de paix en période d'élections, 2011

des valeurs et règles acceptées par tous. Il est impératif de ne pas réduire la démocratisation à un mimétisme mal digéré des systèmes occidentaux mais de développer avec les concernés des modes de gouvernance adaptés et ancrés dans le vécu permettant l'appropriation par les populations. C'est une tâche de longue haleine qui est une des conditions essentielles d'une paix durable.

Réussir les élections

Pour une éducation fondamentale à la démocratie et à l'engagement politique en RDC

Par Kä Mana
Président de Pole Institute

Au rythme où va la dynamique de la vie politique dans notre pays, il est de plus en plus hautement probable que l'élection présidentielle prévue pour la fin de l'année 2011 aura lieu. Sur cette élection, les commentaires, les supputations et les réflexions vont bon train, en même temps que se déploient des stratégies multiples des candidats et des partis politiques qui veulent être en lice pour les échéances qui s'annoncent. Le paysage électoral s'encombre et se brouille avec de nouveaux partis qui surgissent, des alliances qui se préparent ou s'affûtent, des candidatures qui s'aiguisent et des discours qui enivrent les esprits dans un tintamarre où il est difficile de savoir quel est le poids réel des protagonistes, quelle est la crédibilité de leurs structures politiques, quel est le sérieux de leurs propositions ou quelle est la solidité de leurs ambitions et des espérances qui les portent.

On sent une sorte d'ébullition monter de plus en plus dans le débat public et dans les attaques hargneuses qui bouillonnent au cœur de l'arène politico-politicienne. Tout donne l'impression que le pays entre dans une période d'inquiétantes turbulences, dans une atmosphère d'orages impitoyables dont les populations subiront les affres sans qu'elles sachent réellement quel est le sens et quels sont les enjeux de cette élection présidentielle et de celles, législatives et locales, qui la suivront.

N'est-il pas temps, dans ce contexte, de chercher à savoir où nous voulons aller avec nos élections et ce que nous voulons vraiment faire de notre pays dans un processus électoral qui gagnerait à être bien pensé face aux vrais défis de notre avenir, au lieu d'être orchestré comme il l'est maintenant, dans une agitation sans repères clairs et dans de cinglantes diatribes sans valeurs directrices communautairement partagées ?

Des tendances qui donnent à réfléchir

Si je m'en tiens à ce qui se dit et s'écrit sur notre processus électoral de 2011 en RDC, je distingue trois grandes tendances qui se chevauchent et s'affrontent actuellement dans de secousses et de tremblements de verbe dont la magnitude s'élèvera au fur et à mesure qu'approchera l'heure des élections. Surtout le moment de l'élection présidentielle qui semble accaparer toutes les attentions, comme si elle était la seule clé de notre destinée et l'unique nœud à dénouer pour libérer notre avenir.

D'un côté, j'entends siffler le train d'un discours idyllique qui exige des élections libres, transparentes, honnêtes, justes et crédibles. S'irise dans ce discours une sorte d'angélisme qui compte sur les bailleurs de fonds internationaux pour contraindre ou aider la RDC à organiser des élections fiables, dont les résultats ne puissent être contestés par personne. A travers des tournées de leaders congolais dans le monde occidental comme dans l'étincellement des vœux pieux formulés par toutes les bonnes âmes qui aiment le Congo partout dans le monde, on espère que ceux qui paient, en espèces sonnantes et trébuchantes, pour que les élections aient lieu chez nous pourront s'investir dans l'organisation des conditions favorables à la réussite d'un processus électoral qu'ils ont eux-mêmes désiré. Cette attente se fonde sur le fait que certains pays africains ont organisé des élections fiables grâce à l'aide de la communauté internationale, grâce à la sollicitude des bailleurs de fonds et grâce à une pression ininterrompue qui a épargné aux populations les troubles habituels d'une Afrique dont beaucoup de chefs sont réfractaires à l'expression d'une démocratie qu'ils ne peuvent pas contrôler ni soumettre à leur volonté de se perpétuer au pouvoir. On espère même, au cas où le processus électoral ne serait pas conforme à l'expression démocratique du peuple, compter sur les forces militaires des Nations Unies, des USA ou des pays européens afin qu'elles interviennent et fassent respecter la vérité des urnes.

En face de cette tendance qui cherche des conditions idylliques pour l'organisation des élections se tiennent les pessimistes de tous bords, avec leurs tonitruants discours qui émergent des abîmes des peurs et des terreurs déjà endurées par l'Afrique à plusieurs occasions. Ces pessimistes torrides semblent savoir a priori qu'il est inutile d'attendre

une élection crédible en RDC aujourd'hui. Ils affirment que les dés sont pipés et qu'une gigantesque farce va se déployer dont les résultats seront contestés dans un processus postélectoral calamiteux, selon un scénario bien connu sous les tropiques. A leurs yeux, les élections ne garantiront aucune légitimité à des « vainqueurs » qui avaient d'emblée faussé le jeu électoral en changeant les règles de deux tours de scrutin en un scrutin à un seul tour. Des vainqueurs qui ont confié l'organisation de ce scrutin unique à une instance visiblement partielle, à des hommes aptes à manipuler les listes électorales et à orchestrer ainsi les fraudes au vu et au su de tous. Dans un contexte où la dévolution du pouvoir politique en Afrique a toujours dépendu des « faiseurs de rois » étrangers, qui n'ont que faire de la volonté du peuple, on voit mal, disent les pessimistes, comment il serait possible qu'une élection puisse s'organiser sans que le vainqueur soit déjà désigné par les vrais lieux mondiaux de décision. On ne doit s'attendre qu'à voir la manipulation électorale s'accoupler avec le mensonge politique et avec les forces de l'ombre pour imposer d'en haut le règne du *statu quo* et de la continuité, même si l'intention fondamentale du peuple serait de vouloir ardemment le changement et de souhaiter abondamment une ère nouvelle de renaissance démocratique pour la nation et de rayonnement d'un espoir nouveau pour construire le futur.

Entre cette tendance pessimiste, qui ne voit partout que de mauvais augures, et la tendance idyllique qu'elle conteste et contredit sur le sens des élections en RDC, s'exhibe le discours officiel du pouvoir en place. Un discours dont les lames de fond consistent à affirmer que tout est fait pour éviter au pays un désastre postélectoral, pour garantir aux partis politiques les conditions les plus fiables d'organisation de leurs campagnes électorales, pour permettre au peuple la juste expression de sa volonté et pour donner à toute la nation l'opportunité de faire le choix le plus judicieux de ses dirigeants. Dans cette perspective, il y a mauvaise foi à chercher par des moyens, visibles ou obscurs, à ameuter la communauté internationale sur les conditions de réussite des élections au Congo, comme si c'est cette communauté qui devait décider à la place des Congolaises et des Congolais. A en croire un tel discours, la maturité de nos populations et leur capacité de juger les programmes qui leur sont proposés sont le socle le plus solide pour réussir les élections. Ce sont ces populations qu'il faut convaincre et c'est à elles qu'appartient la décision politique souveraine. Le pouvoir en

place se dit prêt à tout faire pour que tout se passe le mieux possible, sans trop de dérapages ni trop de dérives qui décrédibiliseraient les élections au Congo. Son discours n'est ni idyllique ni pessimiste. Il se veut à la fois réaliste et volontariste, ni plus ni moins. Il s'adresse au sens de la responsabilité de tous les citoyens et de toutes les citoyennes, pour éviter à la RDC le syndrome ivoirien et garantir la paix et la sécurité à un pays qui a connu toutes les affres des agressions extérieures, toutes les folies des guerres internes, toutes les lubies fantasques des dictatures implacables et tous les troubles sociaux dont la férocité est partout visible à l'est de notre territoire. En filigrane de cette vision que le pouvoir en place donne des perspectives électorales dans le pays, il n'y a pas de doute que ce qui est attendu comme résultat est de convaincre le peuple à donner du temps aux dirigeants actuels pour qu'ils puissent continuer, solidifier, consolider et déployer dans toutes leur splendeurs leur politique des cinq chantiers. Nous sommes devant une parole huilée pour les élections et nous devons l'entendre comme telle, dans tous ses rythmes ardents et cajoleurs de parole de propagande électorale.

S'ouvrir aux exigences de profondeur

Lorsque je réfléchis à ces trois tendances qui dominent et balisent le champ du discours sur les élections au Congo, je suis frappé de voir à quel point, à force d'être répétées et clamées sur la place publique, ces tendances risquent d'escamoter les enjeux de fond de toute élection dans une nation démocratique. Elles risquent d'esquiver les questions essentielles sur le sens même du processus électoral dans un pays comme le nôtre, confronté à de gigantesques défis de sa reconstruction au bout de cinq décennies d'une indépendance chaotique et d'une autodétermination manquée.

J'ai le sentiment que nous sommes en train de couvrir d'un manteau d'indifférence certaines interrogations qui devraient surgir dans l'esprit de toute Congolaise et de tout Congolais désireux de ne pas subir les élections comme une fatalité politico-politicienne imposée par le système international dans des rituels pseudo démocratiques ou par le système du pouvoir en place dans une stratégie d'amuser la galerie occidentale friande de démocratie, même purement verbale, et du

pluralisme électoral, même sans aucun enracinement dans les institutions et dans les mentalités.

Pour des citoyens et des citoyennes décidés à penser et à vivre les élections comme une exigence politique de fond et comme une responsabilité radicale face aux impératifs du présent et aux enjeux du futur, une chose saute aux yeux, en effet : l'absence, au sein de nos milieux politiques, d'une pensée solide. Une pensée qui aiderait le peuple congolais dans son ensemble à répondre aux questions suivantes : « Pourquoi allons-nous aux élections dans notre pays ? Dans quel but est-il nécessaire de se mobiliser pour élire le président de la République, pour nous doter d'une Assemblée et des institutions locales censées être démocratiques et traduire véritablement la volonté populaire ? Quelle est notre intention réelle en tant que peuple et quelle est notre ambition ultime comme nation responsable de sa vie politique au moment où nous nous lançons dans une nouvelle élection, après celle de 2006 dont nous n'avons d'ailleurs pas encore soldé les comptes en termes de promesses faites et de réalisations concrètes visibles ?

Posez ces questions à votre entourage et vous verrez, comme moi, qu'elles ne préoccupent pas en profondeur la scène de la vie citoyenne et de l'engagement politique en RDC aujourd'hui. Du moins pas de manière visible et convaincante. Vous verrez qu'un certain esprit, une certaine vision, une certaine conception se sont déjà imposés dans les mentalités. Une philosophie globale où l'élection est perçue soit comme un folklore politicien, essentiellement superficiel, soit comme un processus qui va de soi sans qu'on doive en interroger les fondements, soit comme un mimétisme politique sans fondation dans une certaine vision congolaise du destin du Congo, soit comme une exigence des bailleurs de fonds qui conditionnent leur appui aux pays pauvres à un certain vernis démocratique. Un vernis qui peut rendre acceptables des politiques dont on sait par ailleurs qu'elles n'ont de démocratique qu'une certaine phraséologie creuse et un verbiage dénué de tout sens, souvent.

Ainsi perçu, le processus électoral devient un jeu pour la classe dirigeante qui l'organise sans conviction, dans le seul but de le gagner, « par tous les moyens nécessaires », d'ailleurs. Il devient un vrai bluff social, qui se donne toutes les allures de réalité politique visiblement

compétitive et organisée tant bien que mal : il a tous les dehors d'une élection, mais ce n'est pas une élection, un peu comme cette boisson célèbre dont la publicité dit qu'elle a l'air de l'alcool, « mais ce n'est pas de l'alcool. » Ce qui compte dans une telle élection, c'est de donner le change en inventant des mécanismes du faux-semblant. Mécanismes que l'on sert à une communauté internationale qui n'est pourtant pas dupe mais qui s'en contente dans la mesure où ses intérêts vitaux ne sont pas remis en question ni menacés par des « négreries » électorales sous les tropiques.

A l'intérieur même de notre nation, l'opposition politique qui va aux élections semble connaître bel et bien le caractère spécieux de nos processus électoraux dans beaucoup de pays africains. Le jeu du faux-semblant dans lequel elle plonge, elle en connaît les mécanismes. Notamment : la théâtralisation du discours et des attitudes préélectorales pour faire croire qu'il y a élections ; les manipulations, les tripotages, les tripatouillages et les truquages du scrutin pour conserver les rênes du pouvoir ; l'annonce solennelle de la victoire des dirigeants en place ; les contestations bruyantes des résultats par les opposants ; les tensions sociales et les manifestations postélectorales violentes ; les répressions des manifestations par les forces de l'ordre ou le recours aux concertations avec les leaders opposants pour une nouvelle distribution des cartes, au nom de la réconciliation nationale, de la paix et des intérêts supérieurs de la nation. Les leaders qui n'entrent pas dans le processus nouveau proposé par les vainqueurs sont marginalisés. Ils sont réduits au statut de chiens qui aboient quand la caravane passe. C'est ainsi que « ça se passe en Afrique » et le scénario ne serait pas étonnant au pays du fleuve Congo, pourrions-nous dire, si nous nous fions à la portion congrue que la réflexion de fond sur les vrais enjeux des élections a publiquement dans notre pays.

Les forces intellectuelles dans notre nation connaissent aussi ce scénario. Elles sont habituées à le critiquer et à prêcher dans le désert pour en briser les ressorts. Faute de moyens d'action qui en renversent réellement la vapeur, elles sombrent souvent dans l'impuissance face à l'inéluctable qu'elles voient pourtant venir. C'est face à cette impuissance que certains intellectuels décident, en toute conscience, de s'allier avec le vainqueur et de trouver une place dans le système. Au fond, ils considèrent qu'il vaut mieux « se changer soi-même que de

vouloir changer l'ordre du monde », selon une maxime philosophique bien connue. Ceux qui veulent continuer à vouloir changer le système se condamnent au destin de mort politique dans un ordre global impitoyable.

Je constate que les communautés de foi sont elles aussi conscientes que le processus électoral est conditionné par cette philosophie où tout le monde sait ce qui se passe et l'observe dans l'impuissance, même si l'Eglise a décidé d'y opposer une parole de responsabilisation et de conscientisation sensible aux impératifs éthiques. Elle donne ainsi au peuple une haute idée de l'acte électoral sans pourtant savoir peser sur la mentalité même qui a dévoyé l'idée des élections dans notre pays, comme partout en Afrique, globalement parlant. Les analyses souvent solides des évêques de la RDC et les prises de position souvent courageuses de leur Conférence, quand elle prend solennellement position, font montre d'une lucidité puissante. Mais les houles de leur contestation n'arrivent toujours pas à détruire les murailles des citadelles de nos systèmes électoraux africains.

J'ai le sentiment que la politique elle-même, dans l'idée que s'en font les citoyens et les citoyennes, n'est pas objet d'une crédibilité profonde dont le processus électoral pourrait bénéficier et qui pourrait rayonner pour créer une conscience électorale capable de faire comprendre à tous et à toutes que l'élection est une chose trop sérieuse pour être laissée aux politiciens. Un enjeu où se décide notre destin à tous et où se forge l'avenir de nos enfants. Le peuple congolais connaît les règles du jeu politique, il s'y est accoutumé, pour ainsi dire, et il s'en accommode tant bien que mal, laissant aux experts et aux ténors de la politique le soin d'occuper la scène du théâtre où s'exhibent des luttes qui ne changent rien de fondamental dans les conditions de vie des populations, malgré les promesses souvent solennisées dans des enthousiasmes populaires et les propagandes ardentes. Face à la misère et à la pauvreté, face au déficit d'infrastructures et à la détérioration des systèmes d'éducation et de santé, face au manque d'horizons d'avenir clair pour les générations montantes et à l'effondrement de l'espérance dans la jeunesse, on ne peut pas continuer à « jouer » les élections dans le charivari des discours électoraux et s'habituer en tant que peuple à subir une vision pathologique du processus électoral.

Tant que la philosophie globale des élections sera chez nous celle qui continue à se déployer loin des enjeux vitaux des populations ici et maintenant, nous ne réussirons jamais un processus électoral crédible. En fait, le vrai problème du processus électoral au Congo réside dans cette philosophie globale contre laquelle il faut s'inscrire en faux et s'insurger de toutes les forces de nos consciences citoyennes. La priorité n'est pas de savoir si l'on doit voter ou pas. La priorité est de savoir pourquoi on doit voter et quelle personne on doit élire pour qu'elle réponde aux impératifs du pourquoi de notre vote : impératifs qui sont aujourd'hui ceux des souffrances du pays et ceux du désespoir de nos esprits. Sans une réponse claire à cette priorité, au niveau individuel comme à l'échelle collective, on s'expose à des illusions sans fin et à des désenchantements postélectoraux qui déresponsabiliseront toujours les citoyens et émasculeront irrémédiablement leurs énergies d'engagement et de créativité politique.

Sortir du cycle des politiques de violence

Il y a plus. Si nous réfléchissons sur les enjeux vitaux de notre vie et que nous pensons les élections en fonction de ces enjeux, une question devrait être constamment dans nos esprits : « Pourquoi les élections se déroulent-elles sous le mode de compétition féroce, d'anomie implacable, de choix partisans, de combat de gladiateurs où le vainqueur doit tuer le vaincu et de division sans merci entre des partis politiques en guerre ouverte pour la domination de la mangeoire nationale ? »

J'imagine que vous pensez, comme tous les réalistes et les pragmatiques du monde, que la politique est ainsi et qu'il n'y a rien à faire pour changer les choses. J'imagine que vous croyez que son essence est un champ de bataille, sous une forme ou une autre, qu'il est de la responsabilité du vainqueur d'imposer son système avec les siens, de s'accaparer de la mangeoire et d'assurer sa pérennité au pouvoir par un système de violence sécuritaire et de sa chape de plomb sans faille.

J'imagine cela, mais je sais qu'au fond de vous-même gronde un volcan d'indignation et de révolte face à tous les systèmes qui écrasent les valeurs de liberté, de justice, de dignité et de vérité. Je sais que vous réprochez les manipulations électorales, les truquages de scrutin, les violences qui légitiment les fraudes. Ce qui, en vous, s'indigne, se

révolte, se met colère et crie contre ces fléaux, c'est l'humain, l'authenticité profonde de l'humain. Une certaine voix de votre conscience et des profondeurs de votre personnalité. Elle affirme que l'Homme et la société ne peuvent pas se passer d'idéal, de valeurs, de rêves, d'utopies et d'espérances. Elle affirme qu'un monde différent de celui où l'élection est perçue sous la férule du mensonge, de la violence et de la loi du plus fort est possible. Il ne s'agit pas ici d'angélisme ni d'une volonté de hisser l'Homme au-dessus de ce qu'il est vraiment. Il s'agit plutôt de juger l'Homme à la mesure de sa propre authenticité humaine que nous ressentons tous et toutes face à l'inacceptable, face à l'intolérable. Il s'agit de savoir que l'Homme transcende l'Homme et qu'il ne peut pas se réduire au poids du mal en lui. Il s'agit de savoir que la force de l'espérance, c'est de croire, d'avoir foi en la possibilité de dépasser le mal et de le vaincre, pour que triomphe le bien dans les relations entre les personnes, entre les groupes humains, entre les peuples, entre les pays, entre les continents, entre les civilisations.

Le problème avec les élections dans notre pays, c'est qu'elles ne sont pas pensées à cette hauteur de la vérité et de l'authenticité humaines, dans l'exigence de « partir de l'Homme » pour construire une nouvelle société, comme l'avait clamé le pape Jean-Paul II dans son célèbre discours à l'UNESCO, à l'aube de la décennie 1980. Nos élections s'intègrent plutôt dans une philosophie sociale qui considère comme normaux la violence politique, les manipulations des consciences, la vision dictatoriale du pouvoir, le bluff démocratique et la dictature du *statut quo*. Même quand il nous arrive de nous indigner et de nous révolter, comme cela est arrivé à certains moments cruciaux de notre histoire, nos indignations et nos révoltes ne réussissent pas à créer une énergie de résilience nécessaire pour changer les choses de l'intérieur, grâce à notre foi en nous-mêmes et à nos capacités d'inventer du nouveau, du radicalement nouveau dans la vision de la politique et dans l'exercice du pouvoir. Les changements viennent alors souvent de l'extérieur, de manière catastrophique, par des interventions politico-machiavéliques, par des violences prédatrices ou par des guerres d'agression.

Tant que nous n'aurons pas situé le problème de nos élections à ce niveau le plus haut d'intelligence de notre destinée, nous resterons dans le jeu dérisoire des élections sans enjeux de fond, sans perspective de

transformation radicale de notre vie grâce aux forces de notre volonté de liberté et de notre passion pour le développement de notre pays.

Il faut que s'ouvre l'horizon d'une politique fondamentale

Regardons donc nos élections du point de vue de leurs enjeux de fond, et non sous l'angle du jeu politico-politicien qui domine le contexte actuel de la préparation de l'échéance de novembre prochain.

Je veux dire qu'il est impératif de lancer une véritable éducation à la démocratie comme une dynamique qui s'enracine dans les profondeurs de l'humain et qui refuse que l'humain soit étouffé et tué par le jeu politico-politicien qui n'arrivera jamais à résoudre les vrais problèmes de notre nation. Une telle dynamique démocratique est avant tout la prise de conscience, par chaque Congolaise et chaque Congolais, du pouvoir politique de profondeur qu'il y a en son cœur, en son esprit, en sa conscience, en son imagination, bref, dans tout son être. Il s'agit d'un pouvoir de foi en soi et dans les potentialités des citoyens à changer le pays non pas par une délégation de leur énergie de créativité à un homme providentiel hissé au sommet de la pyramide politique ou à un système de représentation au sein du parlement national ou des assemblées locales, mais par l'usage de leur volonté et de leurs forces d'organisation pour résoudre les problèmes au niveau où ils se posent le plus cruellement. C'est-à-dire dans le lieu concret où chaque personne vit, là où elle peut se lier à d'autres personnes pour que l'instance communautaire que l'on crée ainsi devienne une instance d'intelligence, de connaissance, de science, de solidarité inventive et de production des solutions vitales aux problèmes vitaux. Une telle foi conduit donc à créer des communautés d'amour en action, c'est-à-dire des capacités pour un vivre-ensemble créatif et pour un agir-ensemble de transformation sociale en profondeur. Ce sont de telles communautés qui sont des instances politiques décisives pour un pays, des énergies de démocratie de quartier, de village, de ville ou de région. Une base d'où doivent partir des idées et des initiatives que ceux qui sont choisis au bout du processus électoral représenteront à l'échelle de toute la nation, au Sénat, au Parlement ou à la tête de l'Etat. Avec une telle perspective d'une démocratie qui jaillit des profondeurs de l'action créatrice des populations, on libère des vraies énergies d'espérance pour tout le pays.

On investit ces espérances chez des personnalités capables d'en porter la responsabilité.

Si on va aux élections, ce n'est pas pour répondre aux appels qui viennent d'en haut et aux discours des politiciens qui veulent défendre leurs intérêts individuels et se servir du peuple pour leur carrière dans la mangeoire nationale. On y va pour que le souffle de la démocratie à la base, de la politique de la créativité à la base trouve son expression dans les sphères dirigeantes. On n'élit pas des femmes et des hommes descendus du ciel du pouvoir qui trône dans une majesté de puissance infinie à Kinshasa, on enfante plutôt des hommes et des femmes jaillis des entrailles d'une population organisée pour changer son destin.

Dans une telle vision des élections, la conception guerrière que nous avons du processus électoral n'a aucun sens. Encore moins ce spectacle pitoyable de plus de 400 partis politiques qui se disputent les suffrages des citoyens et des citoyennes au lieu de conjointre leurs efforts créateurs dans une volonté commune de libérer le génie congolais dans toutes ses énergies pour vaincre la misère, vaincre la pauvreté, vaincre le désespoir et construire le Congo du développement durable et du rayonnement mondial d'une démocratie exemplaire au cœur de l'Afrique. Unir les forces au lieu de les disperser dans des batailles absurdes, conjuguer les puissances créatives d'un peuple au lieu de les dilapider dans des conflits et des antagonismes insensés, c'est cela l'essentiel à viser. On sortirait ainsi de cette philosophie politique de la force brute et de bataille de gladiateurs pour baliser le champ et dégager l'horizon d'une philosophie politique de confiance en l'humanité de l'Homme et en la capacité des humains à bâtir ensemble une civilisation de l'amour, comme aurait dit le pape Jean-Paul II.

Conclusion

Pour réussir les élections au Congo, on comprend qu'il ne suffira pas seulement de veiller aux mécanismes politico-politiciens sous la supervision d'une commission électorale indépendante ou de donner à notre multitude de partis politiques l'opportunité d'entrer dans l'arène de nos scrutins présidentiel, législatif ou local en une bataille sauvage et un combat sans merci. Il faut plus. Beaucoup plus : changer notre vision des élections et bâtir une démocratie communautaire dont la

respiration de fond et le souffle de vie soient la mobilisation du génie créateur des populations congolaises dans un projet fondamental de faire de notre pays le modèle d'une nouvelle politique de l'humain.

C'est là le vrai pari de l'avenir, le vrai défi d'un Congo à la hauteur de son véritable potentiel de démocratie et de développement. Ce Congo-là, nous devons encore l'inventer dans notre imaginaire, dans nos pratiques sociopolitiques et dans les institutions dont nous devons nous doter pour organiser et réussir de vraies élections sur notre territoire.

Kä Mana

Professeur à l'Université Evangélique du Cameroun

Elections 2011- 2013 en RDC : contexte et défis

Par Onesphore Sematumba
Directeur des Informations et du Plaidoyer
Pole Institute

1. Tant que les villes sont calmes...

Le mardi 19 juillet 11, la population de Shabunda, en province du Sud Kivu, à l'est de la RDC, a posé un acte inhabituel dans la culture congolaise. Excédée par l'insécurité à laquelle elle se trouve exposée depuis plusieurs années et de l'esclavage de fait auquel elle est soumise par les rebelles rwandais des FDLR, cette population a tenté d'empêcher le retour à Bukavu d'une importante délégation qui venait d'effectuer une brève visite sur leur terrain. Avec des moyens dérisoires, des femmes et des hommes de cette cité martyre ont en effet barricadé la route et lancé des cailloux pour essayer de retenir parmi eux le Représentant spécial des Nations- Unies et patron de la MONUSCO, Roger Meece, et le Gouverneur de la Province du Sud Kivu Marcellin Cishambo. La délégation n'a pu se frayer un passage que grâce aux tirs des policiers qui ont dispersé cette manifestation d'une colère longtemps contenue.

En osant s'attaquer à deux symboles du pouvoir, cette population traduisait à la fois son ras-le-bol face à l'insécurité et son désespoir face à l'abandon de ceux qui sont censés la lui garantir.

Deux jours auparavant, ce sont les pêcheurs opérant sur le lac Tanganyika qui déposaient un ultimatum – ou un préavis de grève- si le harcèlement dont ils sont victimes de la part d'un groupe Maï Maï local ne cessait pas. En effet, le groupe Maï Maï du « général » Yakutumba a promis d'arraisonner toute embarcation qui ne lui verserait pas une redevance mensuelle de 500 USD. Ces pêcheurs, eux aussi, attendent du gouvernement congolais une protection minimale pour qu'ils puissent poursuivre leur navette entre Uvira (Sud Kivu) et Kalemie (Katanga) et par là assurer leur survie.

Dans le territoire de Beni, dans la partie septentrionale du Nord Kivu, des villages entiers se vident de leurs habitants suite à un préavis d'attaque leur transmis par les rebelles ougandais de l'ADF- NALU. Un peu plus au Sud, en territoire de Lubero, c'est un médecin, le docteur Paluku Mukongoma, qui a été enlevé en plein jour de son cabinet de travail à l'hôpital de Oïcha par des hommes en uniforme militaire. Il a disparu depuis le 1^{er} juillet 2011 à 16 heures et l'on est sans nouvelles depuis lors.

Quant à la traversée de l'espace du Parc National des Virunga entre le territoire de Rutshuru et celui de Lubero, elle se fait au péril de la vie des passagers ; divers coupeurs de routes s'y livrent en toute quiétude à toutes sortes d'exactions sur cet axe important pour l'économie de la province du Nord Kivu. Les auteurs de ces actes sont souvent assimilés aux FDLR rwandais, mais sous ce label opèrent aussi des éléments de l'armée régulière –très mal payés- et des jeunes désœuvrés locaux en quête des moyens de subsistance.

Ce tableau n'est malheureusement pas exhaustif car des zones entières aux Kivu et en province Orientale notamment se trouvent sous la coupe des rebelles étrangers et échappent pratiquement à tout contrôle gouvernemental. Cette donne est pourtant généralement occultée comme s'il existait un consensus tacite que, tant que tout est calme à Kinshasa et dans les autres villes principales, le reste du pays et de la population compte pour du beurre !

Dans ce contexte, parler d'élections ne relève-t-il pas de la provocation pour des femmes et des hommes qui vivent avec des baluchons sur la tête et pour qui l'espérance de vie est littéralement de « vingt-quatre heures renouvelables » ?

Ceci dit, les élections se tiendront et doivent se tenir non pas seulement parce que, comme le dit l'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma dans son roman *En attendant le vote des bêtes sauvages* « le coassement des grenouilles n'empêche pas l'éléphant de boire » mais aussi parce que les élus de 2006 sont à la fin de leur mandat et qu'il faut absolument les leur renouveler ou en élire d'autres de

2011-2013, sinon la belle façade démocratique érigée ensemble avec la Communauté Internationale est en péril.

2. Les millions de la CENI

A en croire Monsieur Daniel Ngoy Mulonda président de la Commission nationale électorale indépendante (CENI), tous les voyants sont au vert, à un peu plus de quatre mois du jour J, le 28 novembre 2011, date à laquelle chaque Congolais en âge de voter glissera de nouveau dans l'urne le précieux bulletin en vue de désigner le futur Président de la République et les futurs députés nationaux.

En moins de quatre mois de son installation effective, les chiffres réalisés par la CENI sont, il est vrai, impressionnants. Elle a ainsi réussi à dépasser le seuil de 31 millions d'électeurs qu'elle s'était assigné dont 3 millions à Kinshasa, soit près de 6 millions de plus qu'en 2006. Autre exploit, à mettre sur le compte du gouvernement congolais, 110 millions de dollars US ont été débloqués en faveur de la CENI à ce jour. Si l'on ajoute les fonds alloués à la défunte Commission électorale indépendante (CEI), prédécesseur de la CENI, la participation gouvernementale dans le financement de ce cycle électoral 2011-2013 s'élève à 190 millions de dollars US, l'ambition de la RDC étant de contribuer à hauteur de 60% du budget au lieu des 10% de 2006. Autre contribution de taille : la France vient de former un premier contingent de 500 policiers congolais sur un total de 1000 qui seront commis à la police des élections, le tout pour un budget de 2 millions d'euros. En contrepartie de cette valse des millions, la CENI promet des élections irréprochables, libres, transparentes, démocratiques et terminées dans les délais prévus.

3. Les acteurs et les enjeux

Par définition, lors d'une élection, « la population concernée *transfère*, par le vote de sa majorité, à des représentants ou mandants choisis, une *légitimité* pour exercer le pouvoir attribué à la

fonction ainsi occupée, par le biais d'un *contrat* politique. »⁹ La population joue donc un rôle central et constitue l'acteur majeur dans le jeu électoral alors que le candidat à la fonction négocie une légitimité, un mandat et essaie de vendre un projet de société qui, s'il est accepté par les électeurs, constitue la base d'un contrat. Qu'en est-il de l'expérience congolaise ?

Notons d'emblée que, contrairement à une opinion répandue, les élections de 2006 n'ont pas été les premières organisées au Congo. Il y en a eu d'autres, auparavant, sous les différents régimes et les dénominations successives du pays. Comme le constate la journaliste Marie Soleil Frère,

« ... la République démocratique du Congo (République du Zaïre entre 1974 et 1998) a connu avant même l'indépendance, des élections municipales en 1957, communales en décembre 1959 et législatives en mai 1960. Après l'indépendance du pays le 30 juin 1960, les Congolais ont été appelés aux urnes pour entériner le référendum constitutionnel de 1964, pour les élections législatives de 1965 et le référendum constitutionnel de 1967. Des élections se sont ensuite déroulées dans le cadre du parti unique MPR en 1970, 1975, 1977, 1982 et 1987, ainsi que lors du référendum sur la nouvelle constitution zaïroise en 1973. Mobutu Sese Seko, candidat unique, s'est présenté au suffrage de ses concitoyens en 1977 et 1984. »

La RDC a donc derrière elle une histoire électorale mais qui, de toute évidence, n'a pas laissé de traces indélébiles dans la mémoire collective pour deux raisons principales. La première, c'est que les élections de l'époque des indépendances se sont passées avant la naissance de la plupart des électeurs congolais d'aujourd'hui ; la seconde, c'est que celles de l'ère Mobutu tenaient tellement de la farce et du folklore que les électeurs les oubliaient au seuil même du bureau de vote. Pendant plus de quarante ans, les populations ont donc été flouées et leur pouvoir confisqué par des élites qui ont vite fait d'inverser les rôles, faisant des électeurs des mendiants et des périodes électorales de vastes marchés de dupes où les voix étaient

⁹ Source : Internet, Wikipédia.

troquées contre des caisses de bière, des pagnes et des foulards à l'effigie des candidats et autres frivolités de la même espèce.

On prend les mêmes, et on n'avance pas !

Les élections de 2006 étaient une opportunité pour « le souverain primaire » congolais de reconquérir son pouvoir perdu en se repositionnant en mandataire et non en mendiant. Tel ne fut pas le cas. Les candidats, tous pétris de culture mobutienne que la plupart avaient contribué à implanter, inondèrent les populations de caisses de bière, de sacs de farine, des pagnes et de foulards et d'autres babioles sur fond d'un discours généralement creux, démagogique souvent, incendiaire parfois. Le lendemain des élections, les populations réalisèrent, un peu tard, l'étendue des dégâts : à cause des cadeaux éphémères, elles avaient légitimé, pour cinq longues années, les mêmes femmes et les mêmes hommes qui avaient sévi dans le pays depuis 1960 ; des pères siégeaient au Sénat pendant que leurs enfants débattaient à l'Assemblée nationale ; un ministre démis de ses fonctions cédait sa place au gouvernement à sa femme. Enfin une fracture Est- Ouest était remarquable en fonction des voix glanées par les deux challengers du deuxième tour de la présidentielle, Jean-Pierre Bemba ayant fait le plein de voix à l'ouest et Joseph Kabila à l'est.

Cette fragmentation au niveau national cachait mal des fragmentations plus insidieuses, au niveau des communautés, conséquences d'un vote qui a été ethnique dans plusieurs régions. En effet, dans un contexte où l'Etat avait failli à ses missions traditionnelles d'assurer la sécurité élémentaire et les services minima comme les soins de santé et l'éducation des jeunes, les liens familiaux, claniques et ethniques ont fonctionné comme des structures protectrices des individus et régulatrices de la vie sociale et, d'une certaine manière, de la vie politique. Les candidats ont ainsi largement joué sur la fibre ethnique, invitant les populations à voter pour « leur enfant », « le fils / la fille du terroir », ajoutant quelques fois la promesse de défendre ses frères et sœurs contre les « autres ». A Goma, l'on se rappelle encore la campagne de ce député provincial qui jurait qu'il ne couperait sa barbe qu'après « le

retour dans leur pays d'origine de tous les Rwandais du Nord Kivu », faisant allusion aux Congolais d'expression kinyarwanda. A la fin de ce mandat, l'honorable garde encore sa barbe fleurie et pourrait la remettre en jeu dans les mois à venir pour un autre bail à l'hémicycle.

Car ce scénario de fragmentation risque, hélas, de se répéter pendant le cycle électoral. Au sommet d'abord : on assistera certainement à une inflation de candidatures à la présidentielle comme en 2006 où les Congolais devaient choisir au premier tour entre 33 candidats dont les programmes étaient mal connus mais qui pouvaient, chacune et chacun, se réclamer d'un « fief » correspondant à son lieu d'origine, la compétition se réduisant à une course pour la délimitation des espaces au lieu d'un combat d'idées. Ainsi, la candidature des deux sœurs biologiques – « même père même mère » comme on dit ici- dans le Bas Congo avait paru à certains comme une incongruité alors que les deux dames appartenaient à des formations politiques différentes. Par la suite, au second tour, on a assisté à une recomposition de l'espace national par le rachat des territoires des uns et des autres en vue de la victoire finale. Deux gros blocs ont été alors formés. D'une part, l'Alliance pour la Majorité Présidentielle rangée derrière Joseph Kabila et qui comptait des acteurs importants de l'ouest dont le Parti Lumumbiste unifié (PALU) du patriarche Gizenga qui avait fait le plein des voix dans son Bandundu natal et l'Union des démocrates mobutistes (UDEMO) de Nzanga Mobutu, le propre fils du Maréchal Mobutu dont le père de Joseph Kabila avait été le tombeur. Cette alliance - surprise permettait à l'AMP de glaner des voix dans la province de l'Equateur, fief de l'autre finaliste, Jean-Pierre Bemba. Ce dernier, qui avait fait le plein de voix dans la capitale, comptait sur son bloc, l'Union pour la Nation (UN) pour occuper le fauteuil présidentiel. Mais faute d'un allié de poids dans les montagnes de l'Est, il perdit l'élection avec 42% des suffrages exprimés. Par la suite son passé de chef rebelle le rattrapera. Accusé des crimes commis par ses troupes en Centrafrique, il est arrêté lors d'un séjour en Belgique et transféré à La Haye où il doit comparaître devant la Cour Pénale Internationale (CPI). Orpheline et divisée, la jeune opposition congolaise ne jouera qu'un rôle marginal dans des institutions dominées par les affidés du Chef de l'Etat.

Le scénario de 2011 paraît plus compliqué. D'abord parce que les règles du jeu ont changé depuis janvier avec la révision précipitée de la Constitution par une Assemblée nationale tout acquise au Chef de l'Etat actuel et candidat à sa propre succession, Joseph Kabila. Selon les nouvelles dispositions, l'élection présidentielle se fera désormais à un seul tour, peu importe le score du vainqueur. Malgré le tollé suscité par ce tripatouillage constitutionnel dans l'opposition et au sein de la Société civile notamment de la puissante Eglise catholique, rien n'y a fait. L'irruption dans l'arène de deux opposants dont l'éventuelle alliance au second tour pourrait mettre en ballottage défavorable le Président en exercice a certainement joué pour beaucoup dans cette révision. Il y a d'abord Etienne Tshisekedi. Le vieux leader de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) s'est déclaré candidat Président, après avoir boycotté le scrutin de 2006. Avec Jean-Pierre Bemba retenu par la CPI à La Haye, Kinshasa, en plus des deux provinces du Kasai (au centre), pourrait porter son dévolu sur le vieil opposant. Il y a ensuite le bouillant Vital Kamerhe, ancien Secrétaire Général du parti présidentiel et ancien Président de l'Assemblée nationale, aujourd'hui à la tête d'un parti d'opposition, l'Union pour la Nation Congolaise (UNC) et de la coalition Alternance Vital Kamerhe (AVK), qui va chasser les voix sur les mêmes terres des Kivu où Joseph Kabila avait été plébiscité en 2006 avec comme principal propagandiste... Vital Kamerhe.

La province minière du Katanga (sud-est), province d'origine de Joseph Kabila, lui semble naturellement acquise de par le soutien dont il bénéficie de la part des leaders locaux tels que le Président de l'Assemblée provinciale, Kyungu wa Kumwanza, tristement célèbre pour le pogrom des Kasaiens sous Mobutu, le richissime député national Jean Claude Muyambo et le tout aussi richissime gouverneur Moïse Katumbi Chapwe. Ce dernier, qui a annoncé son retrait de toute activité politique à la fin de ce mandat, continue à clamer sa loyauté au Chef de l'Etat. Le Bas -Congo (extrême ouest) ouvrira certainement les bras à celui qui sera soutenu par le Bundu dia Mayala du député Ne Mwana Nsemi dont les visées autonomistes ne sont un secret pour personne. Quant à l'Equateur, province d'origine des Mobutu et des Bemba, elle sera âprement disputée, aucun des deux clans ne présentant pour le moment de candidat présidentiable.

Dans pareil contexte, le scénario le plus attendu aurait été celui d'un consensus de l'opposition autour d'une candidature et d'un programme communs pour faire face au candidat du camp présidentiel et éviter ainsi une dispersion des voix et la fragmentation de l'espace électoral. Un tel schéma ne semble pas encore se mettre en place, chaque opposant estimant son heure de gloire arrivée. D'autres candidatures sont même annoncées, telle celle du Dr Oscar Kashala, arrivé cinquième en 2006, ou encore celle de François Muamba, dissident du MLC de Jean-Pierre Bemba. Cette cacophonie due à la guerre des ego fait assurément les affaires du Président sortant qui n'aura besoin que de sortir le premier de la fournée 2011, indépendamment du nombre de Congolais qui auront voté en sa faveur. Mais une alliance des opposants à la dernière minute n'est pas à exclure totalement ni un vote sanction contre le pouvoir qui n'a pas tenu ses promesses en termes de sécurité et d'amélioration des conditions de vie des Congolais. Dans ce cas de figure, le nouvel élu serait confronté au défi de recoller les espaces du pays et lui éviter de retomber dans la situation d'avant 2002, tant les équilibres demeurent fragiles en RDC.

Un processus inachevé : à quand donc les locales ?

Le cycle électoral 2011- 2013 intervient alors qu'en réalité celui de 2006 ne s'est jamais achevé. Il y a eu d'abord un référendum constitutionnel, la présidentielle, des législatives nationales et provinciales au suffrage direct et des scrutins indirects pour la désignation des sénateurs et des gouverneurs de province. Et puis, rien. Les élections urbaines, municipales et locales, pourtant programmées, n'ont jamais été organisées alors qu'elles auraient servi à impulser la décentralisation prônée par la nouvelle Constitution. Tout s'est passé comme si, dans la logique pyramidale strictement verticale en place depuis l'indépendance, les institutions de la base, surtout en milieu rural, n'étaient, politiquement, d'aucune importance. A moins que ce ne soit une stratégie délibérée du pouvoir en place. En effet, si les populations ont été privées d'une occasion de se choisir des représentants de proximité qui leur auraient été d'autant plus redevables qu'ils ne les abandonneraient

pas pour aller faire la politique « ailleurs » - une fois élus, les députés rejoignent leur poste dans la capitale nationale ou provinciale et n'en reviennent qu'à la fin du mandat pour solliciter un autre suffrage – le fait d'occulter les élections locales a permis au pouvoir en place de nommer lui-même, par décrets, les animateurs de l'administration locale (maires, bourgmestres, administrateurs des territoires, commissaires des districts). Cet appareil administratif pourrait renvoyer l'ascenseur en influençant éventuellement le vote des administrés en faveur des candidats du pouvoir qui les a placés à leurs postes actuels. Dans la programmation actuelle, les élections locales sont renvoyées en 2013 à la fin du processus, avec tous les risques de les « oublier » de nouveau, à moins que la mémoire du Pasteur Ngoy, le président actuel de la CENI soit plus fiable que celle de l'Abbé Malumalu, l'ex-président de la défunte CEI. Encore qu'il faudra compter avec la volatilité de la situation sécuritaire dans les milieux ruraux où même les rebelles armés étrangers comme les FDLR ont été enrôlés et pourraient influencer sur le processus, soit en le perturbant par leur activisme militaire, soit en faussant les résultats par leur propre vote quand on sait qu'en RDC les étrangers de l'intérieur tout comme les Congolais de l'extérieur n'ont pas le droit de vote.

A quoi sert un parti politique ?

Pendant ce temps, alors même que la campagne électorale n'a pas encore commencé, les uns et les autres affûtent leurs armes en vue des élections. Sous prétexte de mobilisation des citoyens pour leur inscription au rôle électoral (enrôlement), les futurs candidats sont revenus vers « leurs bases » et, faisant d'une pierre deux coups, ont implanté leurs partis actuels. Car, entre-temps, la plupart d'entre les députés nationaux ont adhéré à d'autres regroupements ou créé des partis censés leur procurer un autre mandat. Cette inflation des partis va certainement ajouter à la confusion et à la fragmentation dont je parlais ci-haut, la grande majorité de Congolais n'ayant pas une éducation suffisante pour se retrouver dans la jungle des sigles surtout lorsque le porte-étendard (le fils /la fille du coin) appelle – déjà !- ses électeurs à voter pour quelqu'un d'autre, à la présidentielle. Comme l'observait récemment un analyste de la vie

politique au Nord Kivu, « en 2006 nous avons élu des députés ; en 2011 ils sont tous devenus des partis politiques » !

Cette transhumance d'un parti à un autre, cette quête permanente d'une « autorité morale » et cette fertilité dans la création des sigles (400 partis politiques seraient recensés par le Ministère de l'Intérieur à ce jour) illustrent les propos de M. Djoli Eseng'ekeli :

« Les partis politiques congolais d'hier comme d'aujourd'hui demeurent des partis éphémères, fragmentaires, des partis circonstanciels, propriétés d'individus, des partis essentiellement urbains, sans vision programmatique précise ni base idéologique claire, des partis « fourre-tout » à connotation tribale, régionaliste, opportuniste et clientéliste. »¹⁰

4. A chacun ses mirages

Le 30 juin 1960, les Congolais ont fêté dans l'allégresse une indépendance dont ils attendaient des miracles. Le lendemain 1^{er} juillet 1960, aucun miracle ne se produisit et les témoins de cette époque assurent que, depuis ce jour-là, le pays a amorcé une dangereuse marche à reculons. En 2006, les descendants des témoins de l'indépendance et les survivants de la marche arrière ont jubilé, à l'occasion des premières élections libres, démocratiques et transparentes. Les candidats ne nous avaient-ils pas promis, lors des discours arrosés de bière et agrémentés des foulards, « un pays plus beau qu'avant » le lendemain des scrutins ? La paix, le pain, l'eau, l'électricité, l'emploi, rien n'a été oublié dans le chapelet des promesses. Cinq ans plus tard, la désillusion est grande et le dégoût perceptible. « Je n'irai pas voter, cela ne sert à rien sauf à enrichir ceux qui sont au pouvoir », affirme un déçu de 2006. Sentiment largement partagé, en dépit de l'engouement observé pour l'enrôlement et des bruyantes processions qui accueillent et accompagnent les politiciens aux aéroports et aux ports à l'occasion de leurs tournées pré-électorales. L'engouement pour l'enrôlement s'explique par le fait que la carte d'électeur tient lieu de carte

¹⁰ DJOLI Eseng'ekeli, cité par OBOTELA RASHIDI N., « Elections 2011 : Profil des candidats et des partis politiques », in *Congo- Afrique* n° 456, p.415.

d'identité nationale provisoire ; l'enregistrement au rôle revêt donc un aspect administratif d'état - civil qui motive autant les Congolais que la perspective de voter. Quant à la mobilisation des sympathisants des politiciens, personne n'est dupe : elle est proportionnelle à la capacité financière du concerné qui pourvoit les motards en carburant, prend des camions et des bus en location, prend en charge la soif et la faim des manifestants.

L'impression générale est donc que « les élections, ça ne sert à rien », même pas à faire naître un embryon de démocratie. Celle-ci ne peut pousser que sur un terreau où les populations sont dotées d'une culture politique suffisante pour qu'elles osent interpellier leurs élus qui, comme nous le disions plus haut, leur doivent leur légitimité et leur sont donc redevables et comptables. Des efforts devraient donc être menés dans l'accompagnement des Congolais vers cette culture politique, ce qui commence par la mise en place d'un système éducatif global orienté résolument vers la formation du citoyen, ce qui n'est malheureusement pas le cas actuellement. Par ailleurs, les révoltes comme celles constatées au sud Kivu où des populations excédées ont exprimé leur ras-le-bol face à ceux qui leur doivent la protection, sont un petit pas dans la bonne direction. Car nous croyons que sans une petite dose de « révolte constructive », aucun changement positif ne pourra s'opérer pour les Congolais.

Goma, août 2011

Deuxième Partie :

**De l'éthnie ou du parti politique :
Où se joue le pouvoir politique en RDC ?**

Pouvoir politique et pesanteurs tribales en RDC

Les contradictions fondamentales

Par Kä Mana

Je voudrais réfléchir ici sur les trois contradictions fondamentales qui tissent aujourd'hui les relations entre la politique comme champ d'engagements pour changer notre pays et les dynamiques d'appartenance tribale des citoyens en République Démocratique du Congo. S'il me semble utile de porter un regard d'analyse critique sur ces contradictions et de proposer les voies pour sortir résolument de leurs pesanteurs, c'est parce que celles-ci constituent à mes yeux une pathologie de fond dont nous souffrons profondément, nous Congolaises et Congolais. Une maladie politique qui gangrène le tissu social national et fragilise toutes nos capacités à construire un destin communautaire susceptible de nous conduire à la concrétisation des ambitions que nous caressons face à notre avenir. Qu'il s'agisse de la volonté de faire de la RDC un pays émergent à plus ou moins brève échéance ou du devoir de réussir simplement nos fameux cinq chantiers que nous chantons plus que nous n'en assumons les vraies exigences en termes de mentalité de développement et d'énergie d'action, ces ambitions ne donneront rien de vraiment décisif sur notre territoire si elles se modulent sur les incohérences et les tensions illogiques qui caractérisent la vision congolaise, actuellement largement partagée dans notre société, entre l'engagement politique de construction d'une nation moderne et les archaïsmes d'identités tribales infécondes et littéralement meurtrières pour le pays.

Contradiction au cœur de nous-mêmes

La première contradiction qui me frappe dans notre nation à l'échelle de sa vision de la politique est la contradiction avec nous-mêmes. Depuis l'accession de notre pays à son indépendance, toute notre vie et tout le discours politique qui la structure ont été irrigués par un désir d'unité nationale, par une véritable passion pour cette unité et

par l'ambition de la construire sur le roc de notre énergie de nouvelle patrie émergence. Une analyse attentive de la manière dont la parole politique congolaise s'est rythmée en cinq décennies d'autodétermination montrerait facilement que le souffle de rassemblement de toutes nos tribus en un seul destin national n'a jamais rompu son fil au Congo et qu'il prend à tous moments des formes et des allures différentes selon les régimes politiques, compte tenu des nécessités de légitimation que les dirigeants éprouvent dans le processus mouvementé de l'histoire du Congo indépendant. Depuis la lutte contre la congolisation du pays au temps des sécessions katangaise et kasaïenne aux premiers matins de notre indépendance jusqu'à la psychose de la balkanisation qui agite la conscience congolaise actuelle devant les ambitions prédatrices que les Congolais décèlent chez certains de leurs voisins comme dans certaines puissances militaro-industrielles de l'ordre mondial, nous rêvons d'unité en RDC, nous voulons l'unité et nous nous passionnons pour ses douceurs et ses ferveurs.

Mais curieusement, lorsqu'il s'agit d'assumer réellement les conditions politiques et économiques de cette unité, tout dérape et nos esprits s'emmurent dans des visions et des comportements d'ancrages ethniques pathologiques en contradiction flagrante avec notre désir de destin national commun. Le pouvoir politique, qui devait être le lieu de la construction de notre destinée communautaire vibre selon des furies tribales ou régionalistes. Des fureurs dont chaque Congolaise et chaque Congolais sont conscients, si l'on en juge par le langage populaire sur l'identification des tribus qui gouvernent et de celles qui sont hors champ du pouvoir politique au Congo. La réalité est plus grave encore si l'on regarde les choses du point de vue du système réel de gestion et du gouvernement de la nation, avec ses structures occultes du pouvoir, ses mécanismes ésotériques de distribution des richesses et ses organisations sécuritaires dont les mailles se tissent selon des identités sans horizons nationaux. En plus : l'imaginaire tribal est devenu la base même de toute prétention à exercer les fonctions politiques partout au Congo, avec comme lame de fond l'exacerbation des idiosyncrasies meurtrières et l'explosion des pulsations orageuses que le pays n'arrive plus à gérer. Dans cette dynamique, même l'inconscient collectif se structure dans des instincts de division

violente et se déploie selon des houles dont les mouvements de fond font du Congo un pays d'un désordre ethnique difficilement gérable. Un royaume divisé contre lui-même dans ses « légions » destructrices.

Nous nous trouvons ainsi dans un pays en contradiction avec ses fibres vitales, qui rêve une chose et en fait une autre, qui pense un destin et en construit un autre, qui chante et danse l'unité au moment même où il vit et déroule des dynamiques profondes d'implosion. Quand une nation en arrive à se mentir à ce point à elle-même, elle se détruit dans ses profondeurs et hypothèque ses chances de devenir une grande nation. C'est la situation que nous vivons profondément en RDC, malgré les étincelants discours qui cherchent à masquer cette contradiction avec nous-mêmes.

La contradiction avec le monde

La deuxième contradiction sur laquelle il est bon de centrer notre attention aujourd'hui au Congo, c'est la contradiction de notre vision de la politique nationale avec les dynamiques de la construction des grands ensembles politiques et économiques dans le monde d'aujourd'hui. Dans ce monde, malgré les forces d'identification de terroirs et l'énergie de revendications de groupes ethniques qui affichent leurs intérêts par-ci par-là, la logique d'ensemble est celle d'identités ouvertes et de construction des ensembles supra-ethniques visant l'horizon mondial. C'est dans la mesure où les particularités s'inscrivent dans cette vaste logique d'ensemble que se construisent des destins solides et forts, dans le grand jeu d'une économie mondiale tissée sur la base des compétitions implacables et d'une politique mondiale orientée vers des nouveaux liens vitaux entre des peuples et des nations qui ont une certaine ambition de grandeur et de domination du monde. Si une dynamique identitaire va à l'encontre de cette orientation de nouvelle construction de soi en vue d'une grandeur ayant le monde dans son ensemble en point de mire, elle devient une identité autodestructrice. En s'emmurant en elle-même, elle étouffe et se suicide à petit feu.

C'est dans cette logique d'étouffement identitaire et de suicide lent et certain que s'inscrit la vision ethnique de la politique au Congo.

Nos tribus, au lieu d'être des lieux d'ouverture politique pour la construction d'une grande identité-monde à l'échelle du Congo tout entier et dans l'horizon de l'Afrique et de la planète dans toutes ses dynamiques compétitives, se ratatinent sur elles-mêmes. Elles s'enferment dans de petits intérêts qui créent des violences destructrices. Elles pondent de petites politiques animées par des politiciens de petite carrure. Et elles ne se rendent même pas compte qu'elles se détruisent en détruisant le pays. Rien qu'à voir la manière dont les milices tribalisées et les armées ethnicisées ont fait du Congo un pays de misère et de désespérance chaotique en cinquante ans d'indépendance, on ne peut pas ne pas comprendre que nos terroirs congolais, avec leurs identités meurtrières, ne conduisent nulle part. C'est quand une identité locale se fonde sur une volonté d'être une identité constructrice de liens avec d'autres identités pour un commun destin de prospérité, de développement et de rayonnement positive qu'elle est une identité solide. C'est quand elle est au service d'une volonté d'enrichissement au-delà de ses propres limites qu'elle s'inscrit dans la grande dynamique du monde. Si elle ne voit pas que la logique de la mondialisation l'oblige à construire avec d'autres identités de communes énergies d'espérance et d'action, elle se coupe des exigences de sa propre réussite. La solidité de toute appartenance identitaire dépend aujourd'hui de la capacité de production des richesses qui vous lient aux autres, et non de la production des discours de division qui débouche sur des haines insensées. Il est manifeste que nos politiques tribales en RDC empruntent le chemin qui du non-sens,

Contradiction avec l'avenir

Aujourd'hui, l'avenir d'une nation dépend de la vision que les citoyens ont d'eux-mêmes et de leur place dans le concert des peuples. S'il est vrai que notre idée de nous-mêmes au Congo est déterminée par les pathologies ethniques de nos contradictions avec nous-mêmes et avec le monde, c'est l'orientation même de notre avenir qui est en danger, par manque d'un sens visible à construire pour nous tous et toutes. Il convient d'entendre par sens la signification de notre être-ensemble et la finalité que nous donnons à notre destin. Il est clair qu'au Congo la substance de notre être-

ensemble est gangrenée par le virus de nos identités meurtrières. Difficile dans ces conditions de nous projeter ensemble dans l'avenir avec des utopies mobilisatrices communes et des rêves porteurs de grandes espérances pour notre nation en tant que *communauté de destin*. En nous enfermant, comme nous le faisons, dans les mares des tribalismes de profondeur que masque à peine un discours nationaliste de surface, c'est le non-sens que nous promovons au lieu d'ouvrir un nouveau chemin d'espoir pour notre pays. Cela est en flagrante contradiction avec notre volonté affirmée de devenir un pays émergent, un peuple qui compte dans le monde et sur qui le monde peut compter. A l'allure où vont les choses et en comparaison avec les politiques suivies par les pays voisins, il n'est pas sûr que nous soyons sur la bonne voie. L'impératif crucial est de prendre résolument conscience de cette situation et de changer l'avenir, purement et simplement, en sortant de la vie actuelle qui nous mène tout droit dans le mur.

Sortir de nos contradictions

Lorsqu'on prend conscience de ce dont souffre le Congo dans sa politique gangrenée par des identités ethniques destructrices, les exigences d'action qui s'imposent d'elles-mêmes sont les suivantes :

Une éducation scolaire et universitaire fondée sur l'analyse même de nos pathologies politiques et de leurs conséquences.

Il s'agit d'une attention aux impératifs du développement du bon sens et de la raison dans un contexte où ces atouts ne sont pas les choses du monde les mieux partagées. Le mot d'ordre à ce niveau est clair : nous devons construire le Congo de la raison et du bon sens par la force d'une nouvelle formation humaine profonde et radicale.

Une animation culturelle à grande échelle, attisée par des mythes, des utopies et des rêves d'une unité congolaise à inventer en fonction de la grandeur et de puissance de rayonnement mondial auquel nous devons aspirer, compte tenu de nos possibilités matérielles gigantesques et de nos richesses humaines fabuleuses.

Toutes ces forces auxquelles ne manque que la volonté de vaincre les vents contraires et le sens d'une organisation nourrie par les valeurs éthiques fondamentales, des valeurs capables de juguler la

corruption de notre être et la décomposition de notre tissu vital. Grâce à la vigueur de notre dynamisme religieux que le monde entier nous envie, grâce à la solidité de nos mouvements des droits humains et de nos aspirations au changement social, grâce aux utopies des meilleurs d'entre nous et aux ambitions des plus intrépides d'entre nos rêveurs, nous pouvons ouvrir des horizons de grande force créatrice pour le Congo. Le mot d'ordre à ce niveau est : construisons une nation des valeurs fondamentales et de fortes ambitions inventives, le Congo de l'espoir.

Une dynamique solidaire de tous ceux qui refusent les identités meurtrières.

Ils sont nombreux dans notre pays, des hommes et des femmes qui savent qu'il n'y a pas d'avenir avec un pays livré aux démons de l'ethnicisme, mais ces hommes et ces femmes n'ont pas de cadre d'action qui forge et inspire une seule et même volonté d'espérance. Une seule et même dynamique de sens pour libérer des énergies d'impact décisif sur la société. Il faut donner naissance à un tel cadre et lui offrir des champs de combat pour changer l'avenir. Le mot d'ordre à ce niveau est le suivant : « Anti-tribalistes de tout le Congo, unissons-nous » Avec une telle unité, tous les espoirs seront permis dans une nouvelle révolution du sens qui donnera à notre pays son vrai souffle politique : le souffle de l'invention d'un futur digne de tous nos rêves.

Conclusion

En cette période de la vie nationale où se décide la figure à donner à l'avenir du Congo à travers une élection présidentielle et un scrutin législatif de tous les espoirs ou de tous les dangers, lutter contre une vision ethniciste de la politique et contre toutes les pesanteurs de divisions meurtrières est plus qu'un devoir de responsabilité. C'est l'exigence même du salut pour la RDC. C'est cette exigence que j'ai voulu faire vibrer dans la présente réflexion.

Kä Mana

Président de l'Institut Interculturel pour la Région des Grands Lacs
(Pole Institute)

Les villes et la naissance des ethnies

Par Aloys Tegera

Les ethnies ont une histoire, disaient Jean Pierre Chrétien et Gérard Prunier¹¹. Cependant la conscience ethnique a non seulement une histoire mais aussi peut être documentée, datée et retracée avec précision car elle est, dans la plupart de cas, le résultat d'une rencontre en milieu urbain avec l'autre différent de moi, devenu une sorte de miroir à travers lequel j'identifie mes frustrations, mes peurs, mes calculs d'intérêts, et mes revendications du pouvoir.

La ville a été pour nombre de Congolais et d'Africains le lieu par excellence où les ethnies réelles ou imaginées se sont créées et entretenues. La nomination successive de deux bourgmestres bangala à Léopolville au lendemain de la deuxième guerre mondiale a forgé l'identité Kongo. Ces derniers se voyaient envahis et menacés par la présence des Bangala qui ont non seulement imposé leur langue, mais aussi dominaient la Force publique, occupaient plusieurs postes d'administration et contrôlaient le trafic sur le fleuve Congo. En effet, c'est parmi les Bangala que les conducteurs des premières machines à vapeur assurant le lien entre le haut Congo et Léopolville étaient recrutés.

Face aux Bangala, les Kongo se présentaient comme une unité indissoluble, revendiquant une même origine ancestrale et San Salvador représentant le point focal d'où tous les Kongo seraient partis. Il a fallu attendre les élections urbaines de 1957 et surtout la mise en place du comité exécutif du mouvement Abako pour voir la belle harmonie Kongo se dissoudre en diverses entités revendiquant les origines Mayombe, Manianga, Ndibu ou Ntandu¹².

¹¹ Chrétien, JP., et Prunier G., eds., Les ethnies ont une histoire, Paris, Kharthala, 1989.

¹² Young, C., Introduction à la politique congolaise, Bruxelles, CRISP, 1968.

Autant la réalité historique des Kongo était indéniable, autant la construction de l'identité bangala était une invention réussie. L'ethnologue belge Burssens pouvait écrire en 1958 « On a cru longtemps à l'existence d'un peuple appelé Bangala, parlant le lingala et possédant des caractéristiques ethniques et culturelles bien déterminées... L'on sait aujourd'hui avec certitude que dans tout le Congo belge, il n'existe pas un groupe ethnique portant ce nom ».¹³ Stanley, qui fut le premier à visiter cette région, fut aussi le premier à utiliser ce nom Bangala qu'il qualifia de « tribu indiscutablement supérieure ». D'après les récits des premiers missionnaires, les indigènes eux-mêmes n'avaient jamais utilisé le nom Bangala.¹⁴ L'adoption du lingala comme langue de l'armée et langue de communication entre les Blancs et les indigènes renforça la légende de l'existence de l'ethnie Bangala qui, pour les Bakongo de Léopoldville, englobait les gens venus du haut du fleuve et, par extension, tous les non-Kongo.

La fédération ethnique « Liboke Iya Bangala » créée en 1951 et sur laquelle Jean Bolikango, natif de Léo mais dont les parents sont originaires de Lisala, a fondé sa carrière politique, était une des grandes compositions politiques qui comptait en 1957, 48 associations tribales et 50.000 membres.¹⁵ Mais quand Bolikango, proposa la création d'une province du Moyen-Congo fondée sur l'existence de l'ethnie Bangala, les deux groupes principaux de la région, les Ngombe et les Budja s'y opposèrent parce que pour eux, les Bangala était une « création » de Léopoldville.

De même l'unité culturelle Mongo s'étendant du Lac Léopold II (Maindombe) jusqu'aux Tetela Kusu du Sankuru et du Maniema est une invention de quatre flamands, Boelaert, Hulstaert, de Rop et Georges Vanderkerken qui voyaient dans l'unité Mongo, le miroir du nationalisme flamand revendiquant l'unité du peuple et de langue. Il

¹³ Burssens, H., Les peuplades de l'entre Congo – Ubangi, Tervuren, Musée royal du Congo Belge, 1958, pp. 14 - 37

¹⁴ John H. Weeks, Among Congo Cannibals, Londres, Seeley, Service and co, 1913, pp. 161 – 165.

¹⁵ Weeks, op. cit., pp. 48 - 49

n'empêche que vers 1950, l'unité mongo prit corps parmi ses principaux intellectuels : Joseph Ileo, Antoine-Roger Bolamba, Paul Bolya, et Eugène Ndjoku qui se dissocièrent du Liboke Iya Bangala et fondèrent leur propre fédération, la Fédéqualac.

Les élections urbaines de 1958 à Luluabourg qui exacerbèrent les rivalités entre Luba et Lulua permirent aussi la montée de la conscience ethnique des Songye de Luluabourg dirigés par Alois Kabangi, et Dominique Manono qui sont les impulseurs de la création de la province de Lomami.

Au Kivu, autant le mouvement CERE (Centre du Regroupement Africain) ratissait large parmi plusieurs ethnies, autant la proposition de création de la province du Nord-Kivu était fondée sur une identification claire entre le fameux « nous » et les « autres », le nous correspondant aux autochtones Hunde, Nyanga et Nande et les autres étant les Banyarwanda, considérés comme étrangers. L'introduction des cartes d'identité citoyenne de 1970, la loi sur la nationalité de 1972, la lutte d'influence au sein du parti unique MPR (Mouvement Populaire pour la Révolution) ont radicalisé la conscience ethnique entre le « nous » et les « autres » jusqu'aux affrontements interethniques de 1993 et le repli de chaque communauté nord-kivutienne dans sa mutuelle ethnique : Bushenge (Hunde), Kyahanda (Nande), Magrivi (Hutu), Umoja (Tutsi et Hutu), etc.

Ces replis ethniques sont organisés et entretenus par les élites urbaines et les stratégies de renforcement de chaque mutuelle reviennent aux intellectuels de chaque communauté basés dans les différentes villes du pays. Les pères spirituels de l'extrémisme hutu Magrivi n'ont jamais bougé de Kinshasa tout en tirant les ficelles pour manipuler le Bwisha ou le Masisi profond. L'invention du « gihutu » comme langue parlée au Bwisha est à l'origine le fait de certains intellectuels Hutu vivant dans la ville de Lubumbashi bien avant que Jean- Bosco Barihima n'en soit le chantre et non celui des villageois de Nyarukwangara qui identifient leur langue comme étant fondamentalement le kinyarwanda.

La coexistence urbaine dans les villes d'Uvira et Bukavu des Tutsi des hauts plateaux de Minembwe a forgé l'identité banyamulenge désignant les Tutsi cette région et l'échec du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD/Goma) d'Azarias Ruberwa d'ériger Minembwe en un territoire pouvant se muer en une circonscription électorale produisant des représentants banyamulenge dans les institutions du pouvoir a sapé sa légitimité auprès de ses frères.

Dans la ville de Bukavu, les rivalités entre Lega et Shi ont longtemps relégué les autres communautés du Sud Kivu, notamment les Fulero et les Havu à l'arrière-plan. Mais la donne est en train de changer. L'église ECC (Eglise du Christ au Congo) et son hôpital de Panzi ont énormément contribué à la visibilité des Fulero ; quant aux Havu, leur maîtrise du transport lacustre entre Bukavu et Goma et leur monopole de l'approvisionnement du sable pour l'industrie du bâtiment à Bukavu font d'eux des acteurs incontournables dans la dynamique socio-économique sud-kivutienne. Désormais, ils réclament leur part dans la gestion de la chose publique.

La ville de Butembo est un exemple frappant qui rompt avec la notion coloniale d'une ville conçue comme un centre extra-coutumier où les différentes tribus pouvaient se mouvoir facilement. Dans cette ville au dynamisme commercial avéré, les non- originaires de Beni-Butembo peuvent être tolérés aussi longtemps qu'ils ne franchissent pas le rubicon en commençant une boutique ou toute autre entreprise commerciale dans un espace qui se veut d'abord et avant tout mono-ethnique. Une contradiction en soi quand on remarque que les mêmes Nande prospèrent ailleurs dans les autres villes du pays.

La question qui se pose, c'est celle de voir si la construction de la société ou de la nation congolaise est possible sur base de nos replis ethniques ou identitaires. Plusieurs exemples nous montrent comment il est difficile et presque impossible d'imaginer une nation conçue selon le mode de fonctionnement ethnique. Félix Houphouët-Boigny a fondé le Parti Démocratique de la Côte d'Ivoire (PDCI) en transférant le pouvoir politique naguère tenu par les autorités

traditionnelles aux organes centraux du parti au gouvernement et en cultivant les liens de solidarité ethnique au sein des cellules du parti implanté dans les villages. Dans les milieux urbains, une telle construction ethnique ne pouvait pas intégrer les différentes diversités ethniques et régionales et la notion de l'ivoirité est le résultat des solidarités ethniques incompatibles dans un contexte d'une crise économique et de compétition autour des ressources rares. Mobutu, au Zaïre, a fondé son pouvoir sur l'ethnie ngbandi et en fidélisant les individualités issues des autres groupes ethniques qui lui devaient tout. Après trois décennies, il a laissé un pays en lambeaux qui aurait dû être un fleuron de l'Afrique.

En définitive, le devenir d'un pays est tributaire de sa façon de penser l'Etat en tant qu'une entreprise des services publics exigeant les compétences et les talents de tous et de chacun. Il nous revient d'identifier par quel angle attaquer ce grand défi. Certes l'ethnie est incontournable et l'urbanisation une réalité qui nous façonne ; cependant, il nous revient d'inventer ensemble un devenir commun. L'insistance sur les élections démocratiques censées produire les institutions publiques et un Etat de droit est une intention louable mais qui ignore royalement que les hommes et les femmes encore enfermés dans leurs cavernes ethniques sont incapables de penser l'Etat. Il n'y a pas de démocratie possible sans une culture démocratique et sans une culture politique sevrées de nos replis ethniques pour rassembler autour des valeurs communes partagées. La RD Congo, c'est- à- dire toutes les Congolaises et tous les Congolais doivent en prendre conscience ; sinon le devenir de ce pays serait compromis pour longtemps.

Octobre 2011

Instrumentalisation politique des ethnies en R.D. du Congo et ses pesanteurs

Par Prof. Nzabandora Joseph, PhD.

Les politiciens à la quête des mandats politiques font du feu de tout bois, y compris la manipulation des ethnies. Les prochaines élections sont minées par les pièges ethniques. Pour les masses populaires et certains intellectuels universitaires, l'ethnisme est d'ailleurs devenu une question transversale pour tous les problèmes. Tout est perçu, interprété et apprécié en fonction de l'ethnisme. Nous allons voir comment en République Démocratique du Congo l'ethnisme investit au plus haut point tous les domaines, y compris le domaine politique. Nous montrons d'abord comment l'instrumentalisation politique des ethnies s'est solidement enracinée dans les mœurs politico-administratives de la République Démocratique du Congo. Ensuite nous abordons les manifestations de l'impérialisme de l'ethnisme dans les domaines politique, socioculturel et du savoir dans une perspective de la conquête du pouvoir par les élections.

Enracinement des manipulations politiques des ethnies

L'ethnisation des groupes sociaux, des espaces politico-administratifs fait partie des mœurs politico-administratives dans les anciennes possessions coloniales belges en Afrique, c'est-à-dire au Congo, au Rwanda et au Burundi. Ce phénomène date des années 1920 et 1930. Avant 1930, les Rwandais s'identifiaient en termes de clans. A partir des années 1930, l'administration exigea qu'on marque dans les livrets d'identité l'appartenance ethnique (hutu, tutsi ou twa) en remplacement des appellations claniques. Précisons que les Tutsi, les Hutu et les Twa se retrouvent dans un même clan.

Au Congo belge, les dénominations ethniques ont été collées aux chefferies et aux territoires pendant les années 1920 et 1930, conformément à l'Ordonnance n° 91/AIMO du Gouverneur Général du Congo Belge, TILKENS, du 29 septembre 1933. C'est ainsi qu'on a trouvé au Kivu, les Territoires des Banande Nord (Beni), Banande Sud

(Lubero), Bahutu (Rutshuru), Bahunde-Wanianga (Masisi), Bahavu (Kalehe), Bayabungu (Kabare), Bavira-Bafulero (Uvira), Babembe (Fizi), et ainsi de suite. En 1935, les territoires ont abandonné leurs appellations ethniques pour être désignés par les noms des chefs lieux placés entre parenthèses ci-dessus. Mais les chefferies ont gardé les appellations ethniques jusqu'à présent.

Bien plus les mouvements des populations entre les entités aux appellations ethniques étaient très difficiles et limités. Ils étaient seulement tolérés lorsqu'ils répondaient aux besoins des Blancs. Dans le cas contraire, ils étaient subordonnés dès 1917 à un passeport de mutation délivré par le Commissaire de District. Celui-ci était du reste très difficilement accessible pour les indigènes. C'est finalement dire que l'obtention de ce passeport était purement théorique. Il y a aussi les chefs coutumiers qui étaient très intéressés par le blocage des mouvements des populations locales car ils étaient payés au prorata des effectifs de leurs sujets. Par conséquent chaque chef coutumier s'opposait aux mouvements migratoires de ses sujets.

A travers les dénominations ethniques des entités politico-administratives et le blocage des mouvements migratoires des populations locales, les pratiques administratives coloniales belges ont cristallisé la tribalisation de l'espace et des entités politico-administratives dans les esprits des Congolais. Comme si cela ne suffisait pas, la politique coloniale belge a en plus puissamment contribué à la tribalisation de la vie associative. En effet, tout au long de la colonisation belge, du moins jusqu'en 1958, les véritables partis politiques étaient strictement interdits au Congo Belge. Seules les associations dites socioculturelles, en réalité tribales, étaient acceptées et même encouragées par l'administration coloniale. A quelques rares exceptions près, dont le Mouvement National Congolais (MNC) de Patrice Lumumba créé en octobre 1958, la plupart des autres formations soi-disant politiques étaient en 1960 des regroupements ethniques ou régionaux, ou encore les deux à la fois. Pendant la marche précipitée vers l'indépendance, le temps pressait et les Congolais ont utilisé leurs associations tribales pour conquérir le pouvoir. L'ethnicité entra ainsi dans les mœurs politiques à tous les niveaux. L'ethnisation du politique ne date donc pas d'aujourd'hui en République Démocratique du Congo. La

modernisation politique fut donc complètement biaisée dès le début dans les anciennes colonies belges.

Pourtant les succès éclatants du Mouvement National Congolais de Patrice Lumumba, dans les coins et recoins du pays, sont bien là une preuve indubitable que les Congolais sont mobilisables à grande échelle autour d'un projet de société clairement défini, sans devoir compter sur la manipulation des ethnies. Malheureusement cette voie n'a pas été imitée et suivie à cause des pouvoirs dictatoriaux postcoloniaux qui, ayant conduit le pays à la déliquescence, ne pouvaient compter que sur le système de clientélisme. Au Congo, comme au Rwanda et au Burundi, les conflits, les guerres et les exclusions ethniques furent pendant longtemps et toujours orchestrés par le pouvoir central qui espérait en recueillir les dividendes politiques, notamment à travers le système de clientélisme politique et de corruption généralisée. Incapables de répondre aux besoins vitaux et aux aspirations profondes des populations pour conserver le pouvoir, les dirigeants politiques attisent les conflits et les guerres ethniques pour distraire l'opinion. Ils utilisent ainsi pour leurs comptes l'arme que le colonisateur a bien affûtée, à savoir l'ethnicisation des problèmes ou des situations. Nous l'avons vu au Katanga, au Kivu, en Ituri, au Kasai, au Bas-Congo, etc. C'est dans ce cadre que les mutuelles ethniques se sont généralisées partout en République Démocratique du Congo sous l'impérialisme du Parti-Etat. Chaque groupe ethnique dispose de sa mutuelle tribale dont la capacité de mobilisation est très remarquable. C'est la raison pour laquelle elles constituent la cible privilégiée des politiciens pendant les élections.

Les appellations ethniques des entités politico-administratives constituent des armes utilisées pour l'exclusion des autres sur cette base ethnique. C'est comme si elles définissaient des aires culturelles exclusives des groupes sociaux et des individus, alors que le colonisateur n'avait considéré que des ethnies dominantes. En réalité ces appellations n'excluaient pas les autres ethnies ou catégories sociales numériquement et relativement moins importantes. Même là où l'ancien groupe ethnique dominant est devenu minoritaire grâce aux apports migratoires (Masisi, Bwito, par exemple) car rien

n'évolue en vase clos, on s'accroche toujours sur ces appellations ethniques coloniales pour chercher à exclure les autres et tenter de les expulser par tous les moyens.

Les groupes sociaux dont les noms n'apparaissent pas dans ces appellations tribales sont considérés comme des éléments qui nuisent et avilissent l'ancien groupe consacré arbitrairement par l'appellation datant de la période coloniale. Lorsque les groupes soi-disant « avilissants » exercent des responsabilités politiques, sociales, économiques et administratives dans la soi-disant « aire culturelle des autochtones », c'est, selon l'opinion de bien des gens, le comble de malheurs. Seuls les enfants véritablement originaires de l'aire culturelle peuvent mieux faire. Les autres sont les pires ennemis de l'aire culturelle et de tous ses véritables fils et filles. Ils sont les boucs émissaires de tous les malheurs qui peuvent subvenir, quelles que soient leurs causes. Tous ceux qui n'arrivent pas à s'intégrer dans le processus de modernisation politique et autre ne perçoivent leurs problèmes qu'à travers le prisme ethnique. Ils mobilisent alors les membres de leur ethnie pour lutter contre les boucs émissaires.

Dans un tel contexte, les élections ne peuvent que raviver les luttes ethniques. En effet, dans des chefferies coutumières, on entend des lamentations suivantes : « Pourquoi n'a-t-il pas posé sa candidature de député dans son aire culturelle traditionnelle ? En venant le faire ici, c'est, à la limite, une provocation intolérable car personne d'ici n'est allé postuler chez eux ». Les ressentiments vont encore s'accroître et se cristalliser lorsque le candidat indésirable est voté dans l'aire culturelle qui n'est traditionnellement pas la sienne. En effet les députés élus peuvent propulser les membres de leurs groupes dans les services publics aux niveaux national et local (administration, enseignement, sécurité, affaires économiques, et surtout dans la politique, etc.). L'aire culturelle aura ainsi alimenté les forces de sa destruction. Dans ce cas précis les relations entre les « autochtones » et les « allogènes » (ceux qui sont venus ou se sont installés après) s'enveniment. Dans le contexte que nous venons de décrire les élections constituent un puissant facteur de cristallisation des tensions ethniques et de consolidation de la fragmentation sociale existante. Et pourtant dans le contexte normal, les élections

devraient provoquer un ralliement autour d'un projet de société idéal, autour des stratégies au service de la promotion des intérêts communs et de la coexistence entre les communautés. Cependant dans le contexte de la République Démocratique du Congo cela ne va pas de soi.

Politiciens, intellectuels universitaires, mutuelles tribales et société civile

Les candidats d'une même communauté rivalisent d'ardeur pour inciter leurs membres à la haine ethnique, aux luttes tribales et, au besoin, aux luttes ethniques. Ils le font sciemment parce qu'ils n'ont pas un véritable projet de société à vendre ni des réalisations à faire prévaloir pour galvaniser la masse et se faire élire. Les forces sur lesquelles on devrait compter pour faire émerger une culture citoyenne sont les structures qui sont censées avoir de l'emprise sur la masse, à savoir les mutuelles ethniques, la société civile et les intellectuels. Ici encore, rien ne va de soi.

C'est suite à l'instigation des politiciens dépourvus de scrupules et d'envergure politique, caractérisés par une politique intrigante et intéressée que l'impérialisme ethniciste a conquis les milieux intellectuels universitaires congolais et s'est imposé à eux. La production intellectuelle et l'écrit constituent un enjeu de taille pour les politiciens et même pour l'ensemble de citoyens. L'écrit a acquis une autorité et une puissance surprenantes aux yeux des politiciens et de la population. Dans l'imaginaire populaire, écrire sur une ethnie par exemple, c'est marquer, confirmer ou valider et légitimer son existence. Les masses populaires font beaucoup confiance aux écrits produits par les intellectuels universitaires dont elles voudraient se servir comme repères, références, lanternes ou arguments de poids. C'est la raison pour laquelle les politiciens congolais cherchent à tout prix à s'assurer les obligations (loyauté, fidélité, obéissance et dévouement) des intellectuels universitaires. Ces derniers finissent par entraîner les autres couches sociales de leur ethnie, à commencer par les enseignants et les fonctionnaires. C'est notamment le cas au Nord-Kivu et ailleurs au Congo. Les intellectuels ne croient pas toujours à ce que les politiciens leur demandent d'écrire ou de faire. Ils le font pour des intérêts réels ou supposés

qu'ils peuvent en tirer. Les intellectuels universitaires congolais n'attendent plus rien de leur carrière scientifique et académique en dehors de la carrière politique.

L'attrait fascinant que les politiciens et la politique exercent sur les milieux intellectuels découle de la mauvaise gestion du pays. Les fonctionnaires et les enseignants des Universités et Instituts Supérieurs sont clochardisés à l'extrême et maintenus dans la misère noire pendant que les carrières politiques donnent droit à tout, au pillage illimité des deniers publics pour se remplir les poches. Ne parlons pas de la corruption multiforme qui bat son plein dans les milieux politiques congolais.

On a même vu, au cours de ces dix dernières années, tous les membres de la société civile se ruer massivement sur la politique alors qu'ils devaient demeurer les groupes d'influence dont l'une des fonctions est d'exercer une pression sur le pouvoir sans l'exercer, pour le triomphe des groupes sociaux, des idéaux et des intérêts qu'ils incarnent. Mais au Congo, la société civile trouve sa finalité dans la carrière politique. Elle constitue un tremplin pour la politique.

Les mutuelles tribales exercent aussi un ascendant fascinant sur les individus. Comme nous l'avons dit, elles étaient les seules organisations sociales tolérées au Congo sous la colonisation et la dictature du régime Mobutu. Leur autorité et leurs sanctions sont redoutables et redoutées par tous les membres de la tribu, y compris les intellectuels universitaires, et leur appui est toujours sollicité partout pour toute entreprise individuelle ou collective. Elles constituent en outre des socles identitaires des individus et sont dotées d'une grande capacité de mobilisation.

Les intellectuels universitaires congolais sont donc soumis à deux puissantes forces sociales. D'une part les politiciens qui promettent monts et merveilles auxquels ces intellectuels ne résistent pas pour des raisons déjà évoquées. D'autre part les mutuelles tribales les fascinent d'autant plus que les politiciens se disputent leur contrôle. Dans leur entendement, les intellectuels universitaires font d'une pierre deux coups. Ils ont tout à gagner en servant à la fois les politiciens et leurs mutuelles ethniques manipulées et

instrumentalisées par les premiers (politiciens). Ces pratiques doublées du système de clientélisme politique expliquent la déliquescence de l'Etat. Mais on ne tire pas suffisamment des leçons de cette situation.

Une petite lueur d'espoir

Les élections peuvent secouer les mutuelles ethniques au cas où plusieurs candidats d'un même groupe ethnique se disputent en ordre dispersé les allégeances des leurs. Généralement, les candidats n'ont aucun projet de société à vendre. Dans le meilleur des cas, l'un d'eux peut brandir à son actif les actes posés pour la promotion des membres du groupe (distribution des postes par exemple) et surtout des coups bas contre les autres groupes en compétition sur l'aire culturelle. Il arrive aussi qu'une mutuelle tribale tempère les ardeurs et les aspirations politiques démesurées de certains membres. Il s'agit là d'une piste à explorer en s'inspirant du réalisme des Anglais dans leurs colonies : reconnaître ce qui existe et qui s'impose tout en cherchant comment le faire évoluer. En outre tout espoir du côté des intellectuels universitaires ne doit pas être abandonné car ce ne sont pas tous les intellectuels qui cèdent servilement aux allégeances ethniques et aux pressions tant politiciennes qu'ethnacistes sans discernement ni lucidité. Enfin on trouve certaines franges des sociétés civiles engagées honnêtement et résolument au service de l'intérêt commun et d'un idéal véritablement démocratique.

On ne devrait pas attendre un grand nombre pour amorcer le travail d'accompagnement des masses populaires en vue de faire émerger une culture véritablement citoyenne. L'histoire nous offre des exemples des mouvements sociaux qui sont au départ très marginaux et insignifiants, voire farouchement combattus, mais qui ont fini par conquérir le monde. Qui pouvait croire à leurs débuts que l'église catholique romaine et le Protestantisme du moine allemand, Martin Luther, finiraient par s'imposer au monde entier ? Il en est de même de la démocratie et de l'économie libérales qui furent au départ des idées de quelques individus isolés à leur époque devenues aujourd'hui des socles majeurs de l'inexorable mondialisation.

Ethnie, véritable instance de pouvoir en Afrique à la place du parti politique : le cas du Burundi

Par Christophe Sebudandi
Consultant international
Membre de Pole Institute
Bujumbura

Introduction

Au Burundi, les élections présidentielles de juin 1993, ayant opposé le candidat Pierre Buyoya, tutsi et président sortant, et Melchior Ndadaye, un syndicaliste hutu, cadre d'une banque de la place, voit une victoire surprise, haut la main de ce dernier, avec une avance considérable sur le candidat Buyoya, qui de par ses prestations antérieures apparaissait comme favori pour bon nombre d'observateurs. Choqués et déçus par cette victoire, des étudiants Tutsi de l'Université du Burundi tempêtent et manifestent en qualifiant ces élections de « recensement ethnique ». Dans le camp opposé, ils sont qualifiés d'extrémistes et sont toujours considérés comme la cinquième colonne des comploteurs qui ont assassiné le Président élu, cent jours plus tard. Alors que tous les états-majors du parti au pouvoir, l'UPRONA, se convainquaient de l'inévitable victoire de leur champion, Pierre Buyoya, le candidat Melchior Ndadaye, avait prédit à l'avance son score, avec une précision qui exclut qu'elle soit le résultat du hasard.

Pourtant le parti de Melchior Ndadaye n'avait pas pu se préparer convenablement à ces élections. Car d'une part, il avait sollicité une transition de deux ans, dirigée par un gouvernement d'union nationale incluant les cadres du FRODEBU, et d'autre part, il disposait de moins de ressources que le parti UPRONA, Parti- Etat depuis 27 ans. Cette proposition de transition fut rejetée, et les responsables de l'UPRONA, se sont plutôt empressés d'organiser les élections, pour prendre de vitesse le parti adverse et profiter de l'avance

supposée dont ils jouissaient. En dépit de ces atouts, Melchior Ndadaye obtint 64% contre 34% pour son challenger Pierre Buyoya¹⁶.

Si la victoire du candidat du FRODEBU peut être attribuée à la volonté de changement de l'ensemble de la population, face à un pouvoir UPRONA sans partage, pendant environ trois décennies, et avec de nombreuses dérives autoritaires et sanguinaires, l'acceptation du principe « un homme une voix », comme moyen d'accéder au pouvoir, a été avant tout vécu par les Hutus du Burundi, comme un moment historique, unique d'alternance ethnique¹⁷.

De façon anecdotique, selon certains témoignages faits à des expatriés, quelques hauts cadres Hutu, nommés par Pierre Buyoya, qui auparavant ne tarissaient pas d'éloges à l'égard de leur mentor, ont rapidement tourné casaque à l'approche des élections de 1993. Certains d'entre-eux étaient même responsables de la campagne électorale de l'UPRONA, mais ils ont confié qu'ils roulaient carrément pour l'autre camp, car cette opportunité était unique pour les Hutu¹⁸. C'est cette stratégie de la double casquette qui a été utilisée par le FRODEBU pour berner l'adversaire et lui fait croire qu'il allait gagner.

Cet épisode des élections burundaises suggère que l'ethnie, même dans des pays où la répartition socio-ethnique n'est pas bipolaire, est aujourd'hui au centre du dispositif d'accès au pouvoir et influence la

¹⁶ Voir Ngendahayo J. Marie, Burundi News, 06 février 2009. En ce qui concerne le temps de préparation des élections, il ajoute ceci : « Si le temps est venu à manquer c'est la faute à qui si ce n'est celle du chef de l'Etat, qui était Pierre Buyoya, qui a tenu à précipiter les élections pensant ainsi les gagner en prenant de cours les formations dont la reconnaissance avait été du reste terriblement retardée par son Ministre de l'Intérieur François Ngeze. Sans la pression internationale, le Frodebu n'aurait jamais vu le jour sous Buyoya I. Si le temps a manqué, c'était bien davantage au détriment des jeunes formations politiques comme le Frodebu et non l'Uprona qui avait toutes les facilités politiques et administratives pour sa campagne. Nous, les leaders du Frodebu étions inquiétés jour et nuit. »

¹⁷ Même si les Bami, Rois du Burundi, appartiennent à la catégorie des Baganwa, différente des Hutu et des Tutsi, ils sont rangés au sein de l'ethnie tutsi par la majorité des écrits d'obédience hutue. En raison d'alliances séculaires avec les Tutsi, les Baganwa se sentent eux-mêmes proches des Tutsi, mais certaines hypothèses sur affirment qu'ils seraient d'origine hutu.

¹⁸ Témoignage donné à l'auteur par un coopérant canadien qui travaillait au Burundi pendant cette période.

gouvernance. Les cas récents de la Guinée Conakry et de la Côte d'Ivoire sont emblématiques. Les prédictions électorales se basent sur des comptages et des alliances ethniques en guise de pronostics électoraux. D'emblée, il s'avère important de souligner qu'une ethnie dans sa totalité ne peut constituer une instance de pouvoir, mais l'ethnie est instrumentalisée à travers des mobilisations identitaires, permettant à des hommes politiques qui en sont issus d'accéder et de se maintenir au pouvoir. Les stratégies de mobilisations identitaires se mettent souvent en place dans des systèmes où la culture démocratique est encore faible et où les clivages ethniques restent actifs, en raison de contentieux du passé, de préjugés basés sur le vécu de coexistence et la crainte d'un futur qui ravivent des expériences du passé. C'est également et systématiquement dans un contexte de mauvaise gouvernance que le critère ethnique est aussi utilisé comme un critère éminent de sélection pour accéder à certains postes juteux, ce qui légitime également l'appui de l'ethnie, à travers cette répartition souvent émiettée de ressources.

Par quels mécanismes l'ethnie devient-elle une instance de pouvoir ? A cet égard, il est important d'analyser la problématique sur trois plans : les élections, la gestion du pouvoir lui-même, et les mobilisations pour son maintien.

Ethnie comme tremplin de prise de pouvoir

Quelques approches théoriques développées par différentes écoles dans le monde permettent d'appréhender les mécanismes à travers lesquels l'ethnie devient un tremplin d'accès au pouvoir. Limitons-nous ici à trois, en les passant rapidement en revue.

Les modèles explicatifs des comportements électoraux

a) L'analyse psychosociale

Elle explique les opinions, les attitudes et les comportements électoraux collectifs - et la perception ethnique en est un - à partir de deux orientations. La première porte sur les **phénomènes de peur, de haine, de contagion, d'imitation et de suggestion**. Selon cette

approche, les individus se comportent selon la pensée collective de la foule dans laquelle ils fondent. De telle sorte que jeunes ou vieux, savants ou illettrés, riches ou pauvres, tous perdent leurs caractéristiques propres, leur autonomie et leur volonté pour penser, agir et parler d'une seule âme, d'un seul cœur, d'une seule voix et d'un seul bloc. Le meneur de cette foule joue le thérapeute dans la situation de l'hypnose par suggestion verbale ; il fascine, subjugue et endort la volonté des individus, leur dicte le comportement en répétant les images fortes et simples qui font appel à l'émotionnel, au sentimental, à l'irrationnel. Les tenants de cette analyse rappellent que les foules les plus dangereuses sont celles artificielles, organisées par un parti, une secte ou une corporation.

La seconde explication est celle de la **frustration relative** : ceux qui adoptent telle ou telle attitude seraient soumis à une privation de biens, de positions ou de situations légitimement attendus. Le comportement est ici d'autant plus protestataire, plus agressif et violent que l'attente a été créée et nourrie par des promesses mirobolantes. Il sera ethniquement orienté si des membres d'un groupe ou d'une classe semblent être, aux yeux des « victimes » ou des « lésés », à l'origine de cette obstruction ou interruption de l'attente, de l'espoir. Et si le véritable coupable ne peut ni être identifié ni être atteint, un bouc émissaire sera désigné dans le même groupe et jouera l'exutoire. Dans cette perspective, on assiste à trois types de comportements violents: les émeutes et soulèvements populaires (*turmoil*), les actions ponctuelles minoritaires (*conspiracy*) comme les complots, les attentats et les assassinats politiques, la violence organisée à grande échelle associant les masses aux élites et visant le changement (*internal war*).

Selon les auteurs, les facteurs expliquant que ces opinions, ces attitudes et comportements passent à des phases de violences ont trait à des conséquences négatives du changement social, à la légitimité du régime en place, les instruments de coercition dont il

dispose, les attitudes culturelles à l'égard de la violence, le contrôle des médias, le degré d'organisation des masses et des élites, etc.¹⁹.

b) L'analyse holiste (Modèle de Columbia)

Développée à travers les recherches de l'université américaine de Columbia, l'analyse explique les opinions, les attitudes et comportements politiques électoraux collectifs dont l'ethnisme, par le déterminisme social, l'effet limité de la campagne et le rôle des relations interpersonnelles. Selon cette démarche, les opinions politiques dépendent de déterminants sociaux comme la religion, l'appartenance ethnique ou raciale, le statut socio-économique et le lieu de résidence. La campagne électorale n'aurait qu'un effet limité sur la formation des choix politiques électoraux puisque ceux-ci sont déterminés à l'avance (ce que V.O. Key appelle *standing decision*)²⁰. En fait, la campagne électorale n'aurait pour principal effet que d'activer et de renforcer les prédispositions politiques déjà

¹⁹ MANN (P.), *L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris, Armand Colin, 1991 ; TAINE (H.), *Les origines de la France contemporaine*, Paris, Robert Laffont, 1990, LE BON (G.), *La psychologie des foules*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988 ; TARDE (G.), *Les lois de l'imitation*, Paris, Félix Alcan, 1890 ; TARDE (G.), *L'opinion et la foule*, Paris, Presses Universitaires de France, 1989 ; BLUMER (H.), « Collective behaviour », in LEE (A.M.), *New outline of the Principles of Sociology*, New York, Barnes & Noble, 1946, pp. 167-222 ; TURNER (R.), KILLIAN (L.), *The collective behaviour*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1986 ; BERK (R.A.). « A Gaming Approach to Crowd Behavior ». in *American Sociological Review* Volume 39. n°3, juin 1974, pp.355-373 ; COUCH (C.J.), « Collective Behaviour : An examination of some stereotypes », in *Social Problems*, Volume 15, n°3, 1968 ; GURR (T.). *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press, 1971 ; GURR (T.). ed., *Handbook of Political Conflict. Theory and Researches*, Princeton, Princeton University Press, 1984 ; KORPI (W.). "Conflict, Power and Relative Deprivation", *American Political Science Review*, Volume 68, n°4, December, 1974, pp. 1569-1578 ; BOUDON (R.). "La logique de la frustration relative", in *Archives Européennes de sociologie*, Volume 28. 1977, pp.3-26 ; SMELSER (N.), *Theory of collective Behaviour*, London, Routledge, 1962 ; KORNHAUSER (W.). *The Politics of Mass Society*, Glencoe, The Free Press. 1959 ; DAVIES (J.), "Towards a theory of revolution", in *American Sociological Review*. 1962 ; GRAHAM (H.), *Violence in America : Historical and Comparative Perspectives*, Signet Books, 1969 ; HUNTINGTON (S.), *Political Order in Changing Societies*, Yale University Press, 1968 ; GERMANT (G.), *Société et Modernisation*, Duculot. 1972

²⁰ KEY (V.O.), *The Responsible Electorate*, 1966

existantes²¹. Ces prédispositions peuvent être celles d'ethnie ou de classe²². Dans ce dernier cas, on cherche à voir dans les comportements électoraux un affrontement de classes à travers les urnes. Le vote individuel n'existe pas ; et s'il existe, il est celui de la classe toute entière.

c) L'analyse individualiste ou consumériste (modèle de Michigan)

Développé à partir des recherches de l'université américaine de Michigan, le modèle de l'électeur-consommateur explique les choix ou opinions électoraux par la thèse du choix contextuel, du vote sur enjeux ou intérêts. Selon l'approche, l'identification partisane s'opère sur influence du programme du candidat. C'est par intérêt qu'ils retirent d'un programme que les individus se sentent appartenir à une même formation politique et pas l'inverse. D'où le contexte électoral, c'est-à-dire la campagne électorale devient importante parce qu'elle détermine le choix en éclairant l'électeur sur les programmes. A partir de là, les analystes dégagent trois types d'élections : les *élections de maintien* lorsque l'enjeu n'est pas saillant, les candidats ne sont pas d'envergure marquante, les choix sont principalement déterminés par l'identification partisane ; les *élections déviantes* ou *vote-sanction* lorsqu'on observe une contradiction temporaire entre les identifications partisans et les programmes ou choix politiques ; les *élections de réaligement* ou *vote-rupture* qui marquent un changement durable des identifications partisans²³.

Les tenants de cette approche parient sur la crise des identités partisans, l'émergence de nouveaux enjeux à chaque votation et donc l'apparition, comme sur le marché, d'un homo economicus,

²¹ LAZARSFELD (P.), BERELSON (B.), GAUDET (H), *The People's Choice*, Columbia University Press, 1944; BERELSON (B.). LAZARSFELD (P.), Mc PHEE, *Voting*, Columbia University Press, 1955.

²² MARX (K.), *Œuvres*, Paris, Gallimard, (coll. La Pléiade), 1977 ; POULANTZAS (N.), *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1974

²³ Voir CAMPBELL & KAHN, *The People Elect a President*, 1952 ; CAMPBELL, GURIN & MILLER, *The Voter Decides*, 1954; CAMPBELL, CONVERSE, MILLER & STOKES, *The American Voter*, 1960; NIE, VERBA & PETROCIK, *The Changing American Voter*, 1976.

c'est-à-dire un consommateur (d'où l'appellation modèle consommériste)²⁴ qui choisit son produit/candidat/programme en fonction de ce qu'il entend gagner personnellement et non collectivement. Le portrait d'un tel électeur ressemble au modèle citoyen, affranchi des liens partisans, plus politisé par contre, plus autonome et moins prévisible surtout. Il est très éloigné de l'électeur ethniste.

Les perceptions ethniques comme levier du vote au Burundi

Une étude réalisée peu avant les élections de 2005 au Burundi montre que dans ce pays, c'est plutôt l'analyse holiste qui prévaut. Ainsi, d'après des enquêtes réalisées sur un échantillon représentatif, il apparaît clairement que les électeurs ont des préférences largement marquées par l'ethnisme. Si des individus ont exprimé des préférences des candidats qui ne sont pas de leurs origines ethniques, ce qui témoigne des recompositions et des incertitudes éventuelles, la proportion était tellement basse qu'elle en devenait insignifiante. Ainsi, par exemple, 1 électeur Tutsi contre 7 électeurs Hutu affirmait vouloir voter pour Pierre Nkurunziza (44 Tutsi/272 Hutu) ; l'intention de vote en faveur du candidat Jean-Baptiste Bagaza est dans la même proportion mais dans le sens inverse (12 Hutu/88 Tutsi) ; Domitien Ndayizeye, Hutu, et Pierre Buyoya, Tutsi, tous anciens présidents de la République, sont dans des proportions relativement différentes, de l'ordre du 1 sur 2 (58 Tutsi/114 Hutu pour le premier, 22 Tutsi/17 Hutu pour le second). Pour les autres candidats, les préférences sont plutôt radicalement ethniques puisqu'ils ne récoltent d'intentions favorables que dans leurs camps ethniques respectifs.

Les fortes intentions de vote en faveur des candidats Pierre Nkurunziza et Jean-Baptiste Bagaza dans leurs camps ethniques attestent de la sanction ethnique du système conventionnel et transitionnel. Les personnes interviewées affirment que les deux champions représentent le mieux les intérêts de leurs ethnies plus

²⁴ HIMMEL WEIT et al., *How Voters Decide*, 1981.

que ceux qui sont considérés comme des auteurs de l'accord de paix, considéré comme une trahison par les radicaux dans chaque camp.

Partant du modèle consumériste de Michigan, il a été question de savoir si les électeurs burundais votaient sur enjeux ou sur intérêts. Une identification préalable des préoccupations politiques majeures de la population a été réalisée, afin de vérifier si la séduction politique des candidats venait de leurs propositions pour résoudre les problèmes concrets. L'hypothèse de départ était qu'un électeur ne peut manifester de sympathie et afficher une connaissance que s'il est au courant d'un avantage comparatif à retirer de son expression. Là encore les résultats sont patents.

La conclusion est que les intentions de vote favorables le sont largement en faveur d'un candidat sans que les électeurs ne connaissent les programmes proposés en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie. La conséquence est alors évidente : on se retrouve dans le modèle holiste où l'électeur vote presque automatiquement en fonction de son appartenance ethnique.

Si les choses paraissent simples dans un modèle bipolaire (2 ethnies principales au Burundi), avec deux candidats représentant chacun une des ethnies, la situation peut paraître complexe lorsque les candidatures au sein d'une même ethnie sont multipolaires. Vers lequel des candidats se porte le vote majoritaire au sein de l'ethnie ? L'expérience a montré que l'électorat, souvent aidé par les consignes des dirigeants politiques, opère un choix qui réduit la complexité du modèle, en revenant au schéma bipolaire. Par exemple dans la campagne de 2005, la majorité ethnique hutue était représentée par plusieurs candidats provenant notamment du CNDD-FDD, du FRODEBU, du CNDD, etc.

Dans ce cas de figure, le choix se porte sur un champion censé représenter le mieux les intérêts de la communauté, permettant de répondre le mieux possible à ses préoccupations vis-à-vis de l'autre, garantir le mieux sa sécurité, pérenniser la domination du pouvoir, ou répartir mieux les dividendes. En 2005, le vote majoritaire hutu s'est porté sur le CNDD-FDD, car il était le seul parti d'obédience hutu,

ayant une aile armée, et ayant donc la capacité de contrecarrer les velléités putschistes de l'ancienne armée dominée par les Tutsi, et éviter ainsi la réédition de ce qui s'était passé contre Melchior Ndadaye. Juste de façon anecdotique, il est important de signaler que le CNDD-FDD, n'a jamais rendu public un quelconque programme politique, que ce soit en 2005, ou même en 2010.

3. Ethnie dans la gestion du pouvoir : clientèles et dividendes

Les logiques de pouvoir créées par un vote collectif ethniquement marqué sont redevables à l'électorat auquel des dividendes doivent être distribuées pour maintenir la mobilisation. Un tel pouvoir souffre au moins de deux maladies originelles : le sectarisme et l'absence d'une redevabilité nationale. Ces deux facteurs entraînent automatiquement une fragmentation des citoyens, au moins en deux catégories, l'une pleine et entière de ceux qui sont ethniquement identiques, et l'autre ou les autres relativement diminuée(s). Les germes de la division et de l'exclusion sont donc intrinsèquement liés à ce processus.

La nécessité de redistribuer les dividendes impose le recours à des critères d'attribution des postes juteux suivant le critère ethnique, comme un critère exclusif de base. D'autres critères subsidiaires sont souvent ajoutés : le niveau de militantisme ou d'allégeance au chef ou au parti, maintenant au Burundi, « on parle de « Abarurwanye », « ceux qui ont combattu ». Il y a aussi des critères subsidiaires, souvent basés sur la région, en fonction de leur importance dans le scrutin ou de leur proximité au guide suprême. Au Burundi, il y a maintenant trois régions qui se disputent le pouvoir : Gitega, la circonscription la plus importante, Ngozi, d'où le président est originaire, et Bubanza, qui compte le plus grand nombre d'officiers hutu, issus de l'ancienne rébellion armée. Ces appartenances sont concurrentes et entraînent parfois des situations de conflits.

Le maintien au pouvoir exige parfois le recours à des mobilisations intraethniques, des mobilisations de jeunes du parti. Ces jeunes ont un rôle de mobilisation, de vigilance et de dissémination des discours sibyllins de mobilisation. Ils peuvent aussi effectuer des missions que

les organes de l'Etat, au vu de leurs obligations, ne peuvent pas faire, ou les épauler en cas de nécessité. Lorsque le pouvoir se sent menacé, il recourt très rapidement à des mobilisations au sein de l'ethnie. En guise d'exemple, tout dernièrement, le Président de la République a rencontré dans son village natal, tous les officiers hutu issus de la rébellion armée du CNDD-FDD, uniquement. Egalement, au sein de la Police ou de l'armée, les missions de traquer les FNL sont donnés de façon sélective à des militaires ou policiers hutu de l'ancienne rébellion du CNDD-FDD, au vu et au su de tout le monde. Un des résultats de ce type de pouvoir est la déconstruction de la citoyenneté qui se fait à travers la nomination aux postes surtout les plus juteux. Une confusion totale s'est opérée entre les postes politiques et techniques, les derniers étant assimilés aux premiers pour mieux étendre l'éventail des dividendes. On comprend que les exigences de la qualité et du mérite requises dans les cas des postes techniques sont laissés de côté. On est donc dans une parfaite construction d'un système de promotion de la médiocrité. Avec toutes les conséquences.

Conclusion

Comment construire des citoyens, clients, exigeants sur la qualité du produit présenté et qui exigent aux dirigeants de rendre compte des programmes qu'ils ont présentés ?

Dans des sociétés où les communautés partagent un passé marqué de contentieux de sang et de violence, comment construire la citoyenneté et des passerelles permettant de construire de véritables partis politiques ?

Une réflexion sur la démocratie dans de tels contextes ne s'impose-t-elle pas ? Le modèle consociatif, qui part du partage des postes tel qu'il avait été convenu à Arusha a été dévergondé et ne rend plus l'esprit de la représentation tel qu'il avait été convenu. Quel modèle faut-il pour de telles sociétés divisées ?

En dépit de cette fresque négative brossée, un espoir subsiste. L'exercice du pouvoir par un parti majoritaire hutu est en train de

montrer la réalité du pouvoir. Contrairement à la propagande répandue auparavant sur les causes du conflit au Burundi, le pouvoir en place au Burundi est en train de démontrer quelque chose d'élémentaire : que la mauvaise gouvernance n'est le monopole d'aucune ethnie. Ce faisant, cette expérience constitue une étape historique de construction de la citoyenneté. Egalement, la société civile burundaise, par son dynamisme, son engagement auprès de tous sans discrimination est son pluralisme est devenue une matrice de refondation de la citoyenneté et d'émergence d'un nouveau leadership.

Je vous remercie.

Goma, 8 octobre 2011

NOS PUBLICATIONS

REGARDS CROISES

Une lecture plurielle du contexte actuel

N°	Date	Langue	Titre
30 bis	October 2011	En	DRC : The mineral curse
30	Septembre 2011	Fr	Le secteur minier : Etat des lieux après la réouverture des activités à l'Est de la RDC
29	Août 2011	Fr	Les populations du Nord-Kivu (RD Congo) face au défi du voisinage : les pesanteurs persistent
28	Juin 2011	Fr	Implication des femmes dans les activités agro-commerciales à petite échelle au nord Kivu : de la survie au leadership ?
27	Juillet 2010	Fr	Repenser l'Indépendance : la RD Congo 50 ans plus tard Actes du Colloque du cinquantenaire
26	February 2010	En	GUERILLAS IN THE MIST The Congolese experience of the FDLR war in Eastern Congo and the role of the international community
25	Décembre 2009	Fr	DONNER UNE CHANCE A L'AFRIQUE : QUELS LIEUX DE CONSTRUCTION INVENTER ENTRE L'ELITE URBAINE ET LE MONDE RURAL ? Rapport de l'atelier sous-régional Burundi - Rwanda - RD Congo tenu à Goma, les 1er et 2 juillet 2008.
24	Juin 2009	Fr	La jeunesse face à son avenir en RD Congo. Initiatives créatrices - Pistes de Responsabilisation
23	Avril 2009	Fr	EST RDC : LE CRIME BANALISÉ !
22	Août 2008	Fr	RESSOURCES, FRONTIÈRES ET GOUVERNANCE : Partager les problèmes et les solutions dans la

N°	Date	Langue	Titre
			sous-région des Grands Lacs
21	Juin 2008	Fr	La conférence de Goma et la question des FDLR au Nord et au Sud-Kivu
20	septembre 2007	Fr	BUSTANI YA MABADILIKO Un jardin des changements à l'Est de la R.D. Congo
18	août 2007	Fr	République démocratique du Congo : fin de la récréation ou début de la récréation d'un Etat ?
19 bis	août 2007	En	RULES FOR SALE: Formal and informal cross-border trade in Eastern DRC
19 Edition spéciale	juillet 2007	Fr	Ressources naturelles et flux du commerce transfrontalier dans la Région des Grands Lacs
17	juin 2006	Fr	Reconstruction/refondation des Etats en Afrique : Les défis de la gouvernance
16	janvier 2006	Fr	Modernité manquée et pièges ethniques
15bis	décembre 2005	Fr	Les ressources minées : La faillite de la politique minière de la RDC
15	décembre 2005	En	Digging deeper: How the DR Congo's mining policy is failing the country
14	juin 2005	Fr	Reconstruction et refondation des Etats en Afrique: la gouvernance au coeur des tempêtes
13	décembre 2004	Fr	Devoir de mémoire et responsabilité collective pour l'avenir
12	septembre 2004	Fr	"Les Identités meurtrières": faire face aux défis posés par nos murs psychologiques et idéologiques
11 bis	septembre 2004	En	An open wound: the issue of gender-based violence in North Kivu
11	avril 2004	Fr	Une plaie encore ouverte: la problématique des violences sexuelles au Nord Kivu
10	février 2004	Fr	L'interculturel pour la paix
09bis	mars 2003	En	Shifting sands: Oil exploration in the Rift valley and the Congo conflict

N°	Date	Langue	Titre
09	mars 2003	Fr	Les sables mouvants: l'exploration du pétrole dans le Graben et le conflit congolais
08	mars 2003	Fr	République Démocratique du Congo: demain la paix?
07 bis	septembre 2002	En	The Coltan phenomenon in war-torn North Kivu province
07	septembre 2002	Fr	Le Coltan et les populations du Nord Kivu
06	août 2002	Fr	Spécial Nyiragongo
05	septembre 2001	Fr	Le dialogue intercongolais : points de vue de populations rurales du Kivu
04 bis	february 2001	En	Women from Kivu speak out
04	février 2001	Fr	Le Dialogue Inter-Congolais 3 : Des femmes du Kivu s'expriment
03	mars 2000	Fr	Le Dialogue Intercongolais 2: Le travail de paix intercommunautaire au Nord Kivu
02	septembre 1999	Fr	Dialogue intercongolais 1: points de vue des membres de Pole Institute
01	décembre 1998	Fr	Le phénomène ethnique et son rôle politique et social
00	janvier 1998	Fr	Le concept de frontière et la gestion des conflits

FISSURES

Des analyses sur les lézardes qui menacent notre société en crise.

N°	Date	Langue	Titre
10	Juin 2009	Fr	ECHOS DE GOMA ET D'AILLEURS/FISSURES : Une émission radio comme instrument du dialogue citoyen
09	Mars 2009	Fr	Assèchement des liquidités, hausse des prix des produits alimentaires et ressources naturelles en crises : le Nord-Kivu dans l'œil du cyclone
08	Juin 2008	Fr	Le devoir de mémoire au Nord-Kivu : enjeux et défis
07	Avril 2007	Fr	La sécurité, base du développement durable au Nord Kivu: Quelles stratégies mettre en place?
06	Mars 2007	Fr	Dialogue intercommunautaire au Nord Kivu: briser le mythe de Sisyphe
05	janvier 2007	Fr	Les frontières: lieux de division ou passerelles d'échange? Impact de la fermeture de la frontière entre Goma et Gisenyi.
04	août 2005	Fr	La mise en place de la petite territoriale en RD Congo: Quel impact pour le Nord Kivu?
03	mars 2005	Fr	La problématique du déficit énergétique dans la sous-région des Grands Lacs africains
02	septembre 2003	Fr	Une jeunesse plus responsable pour la RD Congo : c'est possible!
01	mai 2002	Fr	La violence, l'impunité et l'éducation (2) :Nos valeurs traditionnelles peuvent-elles remettre notre société à flot ?
00	mars 2002	Fr	La violence, l'impunité et l'éducation (1) : diagnostic des acteurs du monde éducatif

DOSSIERS

Des études fouillées sur les phénomènes qui expliquent ou sous-tendent les enjeux de l'heure.

N°	Date	Langue	Titre
08 bis	Novembre 2010	Fr	Repenser l'Indépendance : la RD Congo 50 ans plus tard Actes du Colloque du cinquantenaire
08	November 2010	En	BLOOD MINERALS The Criminalization of the Mining Industry in Eastern DRC
07	Mars 2010	Fr	LE RETOUR DES REFUGIES CONGOLAIS DU RWANDA : A QUI PROFITE LA PEUR ?
06	Février 2008	Fr	Coiffure, Sida et Responsabilité. Engagement des coiffeurs dans leurs communautés
05	Septembre 2006	Fr	Jeunesse Congolaise, Changement de Comportement et Responsabilité
04	septembre 2004	Fr	Vers quel Congo demain?
03	juillet 2004	En	Natural Resource Exploitation and Human Security in the Democratic
02	mai 2004	En	Natural Resource Exploitation and Conflicts in DRC
01	mars 2004	Fr	L'exploitation des ressources naturelles et la sécurité humaine en République Démocratique du Congo
00	juillet 2001	Fr	Pour une réflexion sur la cohabitation, le renforcement de la culture de paix et le travail en zone de crise

POLE INSTITUTE

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I

Ville de Goma / Nord-Kivu

B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 375 Gisenyi (Rwanda)

Tél. :(00243)99 86 77 192 / (00243) 99 72 52 216 (00250) 788 51 35 31

Web site : www.pole-institute.org

E-mail : poleinst@free.fr